

La Presse

I. La Presse. 1858-08-02.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

RÉDACTION :
Adresser à M. AD. GUÉROUT, rédacteur principal, les communications relatives à la rédaction
Rue Montmartre, 123. — Affranchir.
ARTICLES NON INSÉRÉS : Les articles non insérés ne sont pas rendus : ils sont brûlés.

ON S'ABONNE A PARIS, RUE MONTMARTRE, 123.
PARIS : TROIS MOIS, 23 FR. 50 C.
SIX MOIS, 42 FR. ; UN AN, 84 FR.
A LONDRES : Delizy, Davies et C^e, 1, Finch Lane, Cornhill.
Le port se paie en sus pour les pays sans échange postal. — Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

ADMINISTRATION :
Adresser à M. H. ROUY, l'un des GÉRANTS de la SOCIÉTÉ, les communications relatives à l'administration
Rue Montmartre, 123. — Affranchir.
Pour les ANNONCES et AVIS PAYÉS, s'adresser à M. PANES, régisseur, place de la Bourse, 2.

Paris, lundi 2 août.

BULLETIN DU JOUR.

Le Parlement a été prorogé par commission. Nous donnons aujourd'hui la substance du discours royal, qui nous arrive par le télégraphe ; nous publierons le texte demain.

« La reine est heureuse de penser que ses relations avec les gouvernements étrangers sont de nature à lui faire espérer le maintien de la paix. Elle a la confiance que les Conférences de Paris aboutiront à une solution satisfaisante des différentes questions qui y ont été traitées. »

« Sa Majesté paie un tribut d'éloges à la bravoure des troupes dans les Indes, » où elle espère voir bientôt la tranquillité rétablie.

« Elle mentionne les divers actes adoptés dans la session, et applaudit au zèle et à l'assiduité dont le Parlement a fait preuve. »

Nous recevons de Francfort le rapport de la commission de la Diète sur l'affaire danoise. Nous publions en entier ce document, qui ne brille pas précisément par la concision ni par la clarté, mais qui a de l'importance en ce que, malgré les divisions qui se sont produites dans son sein, la commission déclare non satisfaisante la réponse du Danemark.

Plusieurs envoyés ont demandé un délai de quinze jours pour avoir le temps de recevoir de leurs cours des instructions définitives. En attendant, le comité d'exécution reste chargé de prendre les mesures nécessaires pour la mobilisation du corps fédéral destiné à occuper les duchés.

La correspondance Havas, qui nous transmet ces détails, ajoute qu'on a beaucoup remarqué les démarches et les efforts des envoyés de la France, de l'Angleterre et de la Russie pour faire prévaloir, auprès de la Diète, les conseils de la modération. Ces efforts n'auraient pas été couronnés de succès. Toutefois, nous nous permettons de douter que les sollicitations de ces trois puissances, surtout quand elles sont d'accord, puissent être absolument négligées par la Diète germanique.

D'après des nouvelles reçues à Berlin de La Haye par voie diplomatique, le roi de Hollande aurait exprimé la résolution fermement arrêtée de déposer la couronne. Le prince d'Orange aura dix-huit ans et sera majeur le 4 septembre prochain. On prétend que le roi Guillaume III, qui se trouve en ce moment à Wiesbaden, ne retournerait pas en Hollande. Les motifs de cette détermination sont enveloppés d'une obscurité complète ; on se rappelle seulement qu'à la mort de son père, le roi actuel, qui se trouvait alors en Angleterre, refusa d'abord de monter sur le trône, et ne se rendit en Hollande qu'après avoir quelque temps hésité.

Malgré tous les efforts du gouvernement prussien, les ouvriers allemands continuent d'émigrer au Brésil. Dernièrement encore, on a embarqué à Hambourg 60 jeunes filles auxquelles on promettait un salaire de 12 thalers par mois et le passage gratuit, mais qui étaient obligées, lors de l'embarquement, de signer un billet de 440 thalers, et de s'obliger à servir jus-

qu'à concurrence de cette somme tout individu au service duquel elles seraient destinées. La correspondance à laquelle nous empruntons ces détails la qualifie de véritable traite des blancs.

On s'occupe beaucoup, en Italie, des réformes qui vont être introduites dans le royaume lombard-venitien, en vertu du rescrit adressé récemment par l'empereur d'Autriche à son frère, et que nous avons reproduit dans nos colonnes. Il y a quelques jours, la *Gazzetta di Milano* déclarait que ces réformes étaient la récompense méritée de l'excellente conduite des populations. A quelques jours de là, le *Journal allemand de Francfort*, qui passe pour recevoir de l'Autriche ses inspirations, affirmait, au contraire, que le gouvernement impérial avait reçu des preuves positives de l'aversion de ses sujets italiens, et de leurs dispositions peu flatteuses à son égard. Cette contradiction des organes de la pensée autrichienne fait voir aux moins clairvoyants que les réformes, même les plus utiles, ne suffisent jamais pour assurer aux dominateurs étrangers, les sympathies d'un peuple qui a conservé son esprit national et ses aspirations à l'indépendance.

On a appris qu'Ismaïl-Pacha, envoyé à Djeddah par le sultan, est arrivé dans cette ville ; mais pendant qu'on va faire justice en Arabie, la nouvelle arrive qu'à Belgrade un aubergiste chrétien vient d'être assassiné par un Turc. Partout les mêmes causes produisent les mêmes effets. On écrit, du reste, d'Alexandrie, que la catastrophe de Djeddah aura rendu le service d'ouvrir les yeux des puissances de l'Occident sur les dispositions des musulmans, et de leur permettre de prévenir une Saint-Barthélemy des chrétiens d'Orient, qu'il était permis de considérer comme prochaine.

L'Indépendance belge annonce la rentrée en France de M. Baze, qui aurait été rappelé par l'initiative de l'empereur. M. Baze s'est fait inscrire à Paris sur le tableau des avocats.

Le *Courrier du Dimanche*, qui a passé, on le sait, sous la direction de MM. Leymarie et Ganesco, et qui devait d'abord s'appeler le *Courrier européen*, paraît définitivement sous le premier de ces deux titres.

AD. GUÉROUT.

L'agence Havas-Bullier nous transmet les dépêches suivantes :

« Berlin, 31 juillet.

« La Nouvelle-Gazette de Hanovre annonce que le représentant du Hanovre dans la Diète, qui est membre de la commission des duchés et du comité d'exécution, a refusé de signer les propositions présentées jeudi à la Diète par la commission des duchés comme ne répondant pas aux exigences de la situation. Il a demandé à la commission un délai pour présenter des propositions séparées ; mais, vu l'urgence, ce délai lui a été refusé, et la majorité de la commission a présenté son rapport sans tenir compte de l'opinion de la minorité. »

« Le représentant hanovrien a protesté contre cette manière d'agir, en annonçant que son gouvernement en appellerait aux gouvernements fédéraux. Il a protesté en même temps contre la proposition de la majorité de la commission, d'après laquelle le représentant du Danemark serait nommé membre du comité d'exécution. »

« Londres, 2 août.

« Le comte de Malmesbury annonce ce matin, par la voie des journaux, que les membres de la Chambre des lords et ceux de la Chambre des communes auront à Cherbourg les meilleures places réservées. »

« Les nouvelles apportées par le paquebot de New-York, qui arrive avec 668,246 dollars, sont en date du 21 juillet. »

« Le 26 juin, l'armée américaine était entrée dans la capitale des Mormons, qui s'étaient retirés à Provo. Les armées mexicaines qui sont en hostilité s'étaient rapprochées. »

« Le *New-York Herald* dit que les ambassadeurs américain et anglais ont reçu par instructions d'avoir à quitter le Mexique, si le gouvernement y maintenait les mauvaises mesures prises à l'égard des créanciers anglais. »

« A la Bourse de New-York, les prix du coton étaient fermes, et le change sur Londres se maintenait de 9 1/2 à 10. »

LES ARABES EN ALGÉRIE.

Lorsque le ministère de l'Algérie et des colonies, dégagé des difficultés de l'organisation intérieure, se livra à l'étude du problème algérien, la première question qui attirera son attention, ce sera celle qu'on peut appeler la question arabe. Organiser rationnellement le peuple indigène, ce n'est pas seulement en effet assurer la civilisation, la régénération de ce peuple, c'est ouvrir à la colonisation un champ assez vaste pour qu'elle puisse marcher d'un pas rapide. Aujourd'hui, la presque totalité du territoire algérien est occupée par les tribus qui n'ont pas le droit de l'aliéner, et quand les colons demandent de la terre, on leur répond que les solitudes détiennent par les Arabes, et qu'on ne peut en disposer. Il faut évidemment sortir de cette impasse.

Pour l'administration des indigènes, deux systèmes sont proposés. Nous appellerons l'un, le système de l'isolement, l'autre, le système de l'assimilation.

Les Arabes, disent les partisans du premier système, ont des mœurs et des coutumes trop différentes des nôtres pour que nous puissions leur appliquer nos lois. Ils sont habitués à un système administratif qui ne ressemble en rien à celui que nous avons organisé pour nous. Les mettre en relations trop intimes avec les Européens serait dangereux à la fois pour eux et pour nous : pour eux, qui, ne comprenant pas notre civilisation, ne lui emprunteraient que ses vices ; pour nous, qui, en les mettant en contact avec les mœurs et les coutumes trop différentes des nôtres, nous risquerions de leur faire perdre leurs mœurs, leurs coutumes et leur organisation politique en les modifiant, en les améliorant graduellement et sans secousses.

En vertu de cette théorie, on a parqué les indigènes dans un territoire spécial, qui forme la presque totalité de l'Algérie, et l'on a interdit ce territoire aux colons européens ; on a conservé la division du peuple arabe en tribus ; on a accordé à chaque tribu un droit de jouissance collective sur un espace déterminé, sans créer la propriété individuelle ; on a institué un personnel judiciaire musulman ; on a laissé l'instruction publique entre les mains des indigènes ; en un mot, on a scrupuleusement respecté toutes les institutions arabes. Puis, comme ces institutions ne pouvaient cadrer avec notre mécanisme administratif, on a créé pour les Arabes une administration spéciale, entre les mains de laquelle ont été concentrées toutes les attributions que se partagent

chez nous les services des finances, de la justice, de la guerre et de l'instruction publique.

Tout cela est d'une logique rigoureuse ; malheureusement, le système pêche par la base, car son point de départ est faux.

En théorie, il se présente sous un aspect séduisant, car il semble n'être qu'une large application de l'esprit de tolérance. Mais cette apparence est trompeuse, et, en croyant respecter les désirs, les tendances des masses, nous ne faisons que consacrer l'oppression du peuple par les chefs. Nous croyons transformer la barbarie, et nous ne faisons que protéger les institutions qui ont plongé l'indigène dans sa situation présente.

Que l'Arabe ait des vices nombreux, nous sommes loin de le nier ; que le sens moral soit chez lui très émoussé, nous l'accordons volontiers. Mais, il faut qu'on s'en pénètre bien, l'homme n'est pas naturellement pervers, en Algérie pas plus qu'ailleurs. Là, comme ailleurs, il subit l'influence du milieu dans lequel il est placé ; il reflète en quelque sorte son organisation sociale. Qu'on se rappelle ce qu'était la France du moyen-âge, qu'on se rappelle ce qu'était la production française quand le vilain, attaché à la glèbe, était soumis à la dime et à la corvée par une aristocratie oppressive, et l'on pourra se faire une idée exacte des causes qui ont produit la dégradation morale et matérielle du peuple arabe.

Pense-t-on, dès lors, que ce sera en laissant à l'indigène ses institutions funestes qu'on parviendra à le moraliser ? Ne sera-ce pas plutôt en accomplissant à son profit un 89 pacifique, en détachant le travailleur de la glèbe, en remplaçant la dime par un impôt régulier, en détruisant l'influence et le pouvoir des chefs ?

Ainsi, loin de respecter les institutions qui sont en vigueur chez les Arabes, il faut nous attacher à les renverser. Car c'est seulement après leur destruction complète que l'Arabe, dégagé des liens qui l'attachent au passé, pourra marcher avec nous dans les voies de l'avenir.

On dit, il est vrai, que la fréquentation des Européens doit être fatale aux indigènes. Erreur ! Il est certain que dans les villes, dans les garnisons surtout, les Arabes ont contracté souvent des habitudes d'ivresse ; mais dans les fermes ou dans les hameaux, un pareil danger n'est pas à craindre. Si, d'ailleurs, l'indigène, en fréquentant les Européens, leur emprunte parfois quelques défauts, il leur emprunte en même temps de bonnes habitudes, et, près d'eux, il apprend à connaître le sentiment de la dignité humaine.

Votez ce caïd algérien qui, à Djeddah, ne veut pas qu'on bâtonne un de ses subordonnés : « C'est le châtiment des esclaves et non des hommes libres, dit-il. » Il est certain que cet homme serait moralement supérieur à ses coreligionnaires, alors même qu'il boirait un peu de vin.

On dit encore que l'isolement des Arabes est nécessaire à la sécurité. Autre erreur qui pourra nous coûter cher si nous n'y prenons garde ! Si l'on croit possible un soulèvement des Arabes, il faut bien se garder de les laisser groupés en tribus, sous un même drapeau. Ainsi réunis et pour ainsi dire concentrés, ils se fanatisent mutuellement dans les conversations de chaque jour ; ils haïssent d'autant plus le chrétien qu'ils le connaissent à peine, et qu'ils n'entendent parler de lui que s'il s'agit d'impôt, de corvée, ou de l'investiture d'un nouveau chef.

C'est qui a fait la force des Arabes dans la lutte qu'ils ont soutenue contre nous,

ce n'est ni leur nombre, ni leur valeur, c'est leur mobilité ; n'étant pas attachés au sol par les liens de la propriété foncière, ils fuyaient devant nos colonnes sans rien laisser de saisisable. A leur retour, c'est à dire après leur soumission, ils retournaient dans des cachettes leur argent ou leur grain. Aujourd'hui, un pareil jeu serait difficile à jouer, car l'emplacement des silos de grain est exactement connu ; ce sera l'une des raisons qui empêcheront les Arabes de se soulever. Mais que la sécurité serait plus complète, plus définitive, si l'Arabe, devenu propriétaire foncier, était, par cela même, intéressé au maintien de l'ordre !

Le système de l'isolement des indigènes, on doit le reconnaître, est injustifiable à tous les points de vue. Adopté aux premiers jours de l'occupation, alors que le peuple arabe nous était complètement inconnu, il doit être abandonné maintenant qu'on a pu voir la situation sous son jour véritable. Il est d'ailleurs condamné par l'expérience, puisqu'il n'a donné que des résultats négatifs.

On attribue à son application la pacification de l'Algérie ; nous ne lui contestons pas ce mérite. Mais la pacification est achevée depuis plus de dix ans, et le peuple arabe n'a fait encore aucun progrès matériel ou moral. L'industrie est aussi inconnue de lui qu'avant notre arrivée en Algérie : c'est toujours la femme qui moule le grain, qui fait les tentes, qui tisse les burnous. En agriculture, l'Arabe est aussi insouciant qu'autrefois : s'il cultive des étendues plus considérables, grâce aux encouragements que lui a donnés la cherté des grains, il n'obtient pas de meilleurs rendements, et ses procédés agricoles sont toujours aussi défectueux. Il y a deux ans à peine, il laissait périr de faim et de froid les deux cinquièmes de son bétail. Dans l'ordre moral, il n'a pas progressé davantage, et des faits récents nous ont montré qu'il n'a rien perdu de son fanatisme. Voilà ce qu'a produit l'isolement des Arabes.

Le remède à cette situation n'est pas difficile à trouver, et la logique le formule clairement ; il consistera à renverser de fond en comble la constitution politique, administrative et économique du peuple arabe. La division en tribus disparaîtra et la fraction de tribu deviendra une commune. L'espace parcouru par chaque tribu sera partagé entre les familles qui la composent, prélèvement fait sur cet espace d'une portion en faveur de la colonisation. Un impôt régulier remplacera la dime et le *zekkat*. Les attributions multiples, concentrées aujourd'hui entre les mains des bureaux arabes militaires, seront remises aux divers services civils qui, chez nous, en sont investis. En un mot, on assimilera le peuple vaincu au peuple vainqueur, non pas en copiant servilement l'organisation administrative de la France, mais en la simplifiant pour l'approprier aux besoins et aux tendances d'un pays jeune.

Nous reviendrons sur cette question importante pour étudier d'une manière spéciale chacun de ses éléments principaux. CLÉMENT BUVENOIS.

Nous recevons, au sujet des observations que nous avons présentées relativement au rapport de M. Mérimée sur les livres coloniaux, une lettre dont voici les passages principaux :

« En appelant à juste titre, dit notre correspondant, l'attention de ses lecteurs sur cette observation du savant académicien, la Presse

en a donné une explication qui ne nous paraît pas complètement exacte.

« Deux mots suffiront pour démontrer qu'on ne saurait faire remonter à Colbert ni imputer à la douane les restrictions qui atteignent les livres venant des presses coloniales.

« La librairie est soumise à une législation spéciale, dans le double intérêt de la propriété littéraire et de l'ordre public, intérêt dont Colbert n'eut guère à s'occuper. L'application et l'interprétation de ce régime sont exclusivement confiées au ministère de l'intérieur, qui a des agents spéciaux de vérification sur les principaux points de la frontière.

« La douane n'intervient qu'accessoirement pour prêter concours, et n'a pas à admettre ou à repousser les livres sans l'avis du département de l'intérieur ou de ses agents. Pour s'édifier d'ailleurs à cet égard, il suffit de se reporter à la loi du 6 mai 1841 et à l'ordonnance du 13 décembre 1842, qui régissent la matière. Sans doute il est regrettable que le législateur et que les promoteurs de la loi, qui ne sont autres que les représentants de la librairie et de l'imprimerie, n'aient pas témoigné plus de sollicitude pour les produits intellectuels des colonies, et tous les hommes éclairés applaudiraient aux vœux que forme la Presse en faveur d'une modification au régime actuel. Seulement, pour que l'expression de ces vœux ait tout l'effet qu'on doit en attendre et ne fasse pas fausse route, nous avons pensé qu'il importait de rétablir les faits sous leur véritable aspect, et d'indiquer exactement d'où pouvait venir l'initiative d'une amélioration.

« Agréé, etc.

« HENRI BACQUES. »

Il ne s'agit que de se s'entendre sur les mots. Colbert a fondé les colonies, avouons-le ; il a établi en même temps des tarifs de douanes, et s'il ne pouvait pas prévoir qu'on en viendrait à imprimer des livres dans nos établissements transatlantiques, ses successeurs auraient dû, ce nous semble, s'occuper de cette question.

La douane n'est qu'un des instruments du gouvernement ; elle se conforme aux instructions qu'on lui donne, et elle a raison. Mais elle dépend du ministère des finances, tandis que l'introduction des livres en France concerne le ministère de l'intérieur. Tout cela est vrai. Mais le fait que nous avons cité est notoire, et, pour en éviter le retour, nous avons fait appel au gouvernement. Il est évident que si on désire recevoir les livres qui sont ou peuvent être publiés dans nos colonies, il faut leur faciliter les moyens d'introduction.

Voici ce qui est arrivé récemment à la Martinique, à propos d'une balle de café : on sait que la culture du café est à peu près abandonnée dans cette île. Un colon, en manquant pour sa consommation, s'est adressé à la Gadeloupe, d'où son correspondant lui en a expédié une balle. La douane a exigé le paiement du droit fixé pour l'introduction du café étranger, bien que cet envoi provint de la Gadeloupe, terre française. Pourquoi cela ? parce que les tarifs n'ont pas prévu l'importation du café français à la Martinique, et qu'il a fallu appliquer le tarif étranger.

Il en est de même pour l'introduction des livres coloniaux en France ; et ici on n'applique même pas le tarif étranger : ils n'entrent point parce qu'ils ne sont portés sur aucun tableau. Il est donc très important de faire cesser cet état de choses, entièrement contraire au système de l'assimilation entre la France et ses colonies.

I. LYON.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Allemagne.

Diète germanique, séance du 29 juillet. — Extrait officiel du procès-verbal relatif à la question des duchés dano-allemands. La commission des affaires du Holstein et

FEUILLETON DE LA PRESSE.

DU LUNDI SOIR 2 AOÛT 1856.

COURRIER DU PALAIS.

LVIII.

A l'appel d'une cause, nous avons entendu, pour la première fois cette année, un mot charmant, l'effroi du plaideur et la joie de l'avocat. Ce mot magique : *Après vacances !*

Après vacances ! Qu'est-ce à dire ? Le repos, la récréation, la halte, l'armistice. Que ce mot recèle d'étourdissantes promesses ! Que de merveilleuses perspectives dans ces quatre syllabes ! Eh quoi, nous allons avoir l'omnipotence du loisir, la liberté de vaguer, de courir, de rêver, de chasser, de s'asseoir, la liberté de tout faire et de ne rien faire ; la liberté d'aller à Dieu ou d'aller au diable. Oh ! l'aimable régime que le régime de la bride sur le cou ; et quelle joie de pouvoir se livrer à quelques pensées roses après avoir été dévoré par tant de dossiers gris.

Les vacances ! Ce mot cause à l'oreille cette sensation ineffable qu'apporte à l'œil la vue du clocher encore lointain à l'ombre duquel on s'endormira le soir après un long voyage.

Les vacances ! C'est la première hirondelle de ce printemps qui, pour les avocats et les écoliers, s'appelle l'automne.

A Saint-Cyr, tous les matins et à tour de rôle, un élève efface un jour le calendrier, et il proclame à haute voix le nombre quotidiennement réduit des jours que

doit traverser encore la captivité scolaire.

Au 4^{er} juillet, quand l'année est à la moitié de sa course, la chose se fait avec plus de solennité. Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, à minuit précis, deux élèves se réveillent, et l'un d'eux prenant le ton du commandement, crie à l'autre, qui est le dépositaire du calendrier : « Garde à vous !... Calendrier ! demi-tour à droite !... » Et le calendrier docile exécute cette évolution aux applaudissements de tous les vivants fantômes qui assistent à cette manœuvre chronologique.

Quel tissu de contradictions nous sommes ! Pas un de nous qui ne trouve la vie trop courte, et pas un de nous qui n'en retranchât la plus grande partie s'il suffisait de désirer pour obtenir.

Un espigole écolier me dit tout bas à l'oreille : Où donc serait le mal qu'il en fût ainsi ? Quel bonheur, au contraire, de ne conserver de la journée que les heures de récréation, et de l'année que les mois de vacances.

Imprudent qui ne sait pas qu'il demande l'impossible. Heureux ignorant qui ne comprend pas encore que la lumière ne peut exister sans l'ombre, pas plus que le repos sans travail et la montagne sans la vallée. Qui ne se lasse jamais ne se délasse jamais. Tous nos petits bonheurs de la vie n'ont de prix qu'autant qu'on les achète. Ce qui ne coûte rien ne vaut rien aussi.

Le plus sage est de laisser faire le temps à sa guise. Ce vieillard si intelligent en sait plus long que tout le monde, parce qu'il est né avant tout le monde : qu'il joue de la faux ou qu'il joue des ailes ; qu'il décroise ou qu'il vole, inclinons-nous et laissons-le passer.

Quelques éloquentes paroles n'ont pas attendu le signal du congé. Elles ont pris déjà leurs quartiers d'automne. M^{me} Dufaure est à Cautelet, qui vient de quitter Liou-

ville. M^{me} Bethmont est à Bagnères. M^{me} Crémieux nous signifie depuis deux ans qu'il entend disparaître depuis le Saint-Esprit arrive, c'est à dire vers la Pentecôte ; mais il n'a pas su encore résister à ces brigands de dossiers qui entrent chez lui avec violence et effraction.

Au milieu de tout cela, pas de grandes affaires. L'année judiciaire ne finit pas, elle se dérobe. Cela ne peut pas s'appeler arriver, c'est plutôt disparaître. Elle ne prend pas congé, elle s'esquive.

Que glaner à droite et à gauche dans cette pauvreté qui n'est pas toujours honnête ?

Vous avez vu le jugement du tribunal de Chaumont. On a démarqué un honnête garçon uni à une femme qui allait le rendre père six mois plus tôt qu'il n'est dans les usages de la nature. Tout le monde n'a pas la philosophie du duc de Roquelaure saluant ainsi son aînée : « Mademoiselle, soyez la bien-venue, quoiqu'on ne vous attendit pas de sitôt. »

Quelques critiques ont accueilli ce jugement. Pour notre part, nous l'aurions signé des deux mains, moins pourtant les cinq cents francs de dommages-intérêts. C'est le côté mesquin de la chose. Un homme dans la situation de Chartrain est plus que dédommagé quand on le délivre de sa femme.

Nous savons bien que quantité de légistes des plus estimés, Toullier, Proudhon, Vazeille, Delvincourt, n'entendent pas à la façon du tribunal de Chaumont l'application de l'article 480 du Code civil ; ils n'admettent pas comme cause de nullité du mariage l'erreur sur la personne morale de l'un des conjoints. MM. Marcadé et Demolombe ont équitablement agrandi la question, et ce dernier a eu l'honneur de voir ses motifs copiés dans le jugement.

Se tromper quand on se marie pour la première fois, quoi de plus naturel et de

plus excusable ; mais se tromper pour la troisième fois, voilà qui exclut toute possibilité d'indulgence envers le délinquant.

M^{me} Marais en est à son troisième mari. Et quel mari ! Il n'y a pas moyen de dire à celui-là :

Viii ! viii ! taisez-vous :
Le me vege de deux époux !

C'est bien plutôt lui qui venge ses deux prédécesseurs, ainsi que vous l'avez vu. C'est en 1856 que M^{me} Marais s'est embarquée pour la troisième fois sur la mer orageuse du mariage. Elle avait choisi, pour ce voyage de long-cours, un compagnon plus jeune qu'elle de deux années. M^{me} Marais n'avait que soixante-cinq ans.

Mais l'esprit d'indépendance et de révolte éclate à tous les âges. Et M^{me} Marais, à peine au sortir de l'enfance... — Qu'est-ce que je dis donc là ? — à peine au sortir de la mairie, signifia à sa femme qu'il entendait ne rien faire des dix doigts de sa main ni des vingt-quatre heures de sa journée. Il ne s'était marié que pour avoir le droit au repos. Il était entré en ménage comme on entre à l'hôtel des Invalides. Madame a des rentes ; je vivrai de ses rentes, disait ce seigneur et maître. La femme coupa les vivres à un supérieur si paresseux. Les voilà séparés.

Marais comptait cumuler tous les agréments. Il prétendait, par autorité de justice, se priver de la femme et retenir les rentes.

Il avait demandé une pension alimentaire de 4,000 francs. Le tribunal de première instance lui avait accordé le dixième de sa demande, soit 400 fr. ; mais le débat revenait devant la cour, sur l'appel de M^{me} Marais.

M^{me} Desboudes plaideait pour le mari, et M^{me} Poullain-Deladrière pour la dame. C'est ce dernier qui a triomphé par infirmité. Son système a prévalu, M^{me} l'avocat

général Sallé l'a appuyé, d'ailleurs, dans son réquisitoire. Il a pensé, comme l'avocat, qu'un intérêt d'ordre public s'opposait à ce qu'une pension allouée par justice vint reconnaître et sanctionner une séparation volontaire.

Cela dit, nous tombons sur les gens de théâtre, qui sont l'impénétrable ressource des chroniqueurs. M. Arnault, directeur de l'Hippodrome, paiera d'un mois de prison, de 200 fr. d'amende et de 1,000 fr. de dommages-intérêts une vivacité un peu trop hippique. Combien de coups de canne a-t-il assésés sur la tête du cocher Boissy ? C'est ce que l'histoire ne saura jamais au juste. M^{me} Cargeux dit un seul ; M^{me} Duez dit trois. Un témoin, auteur dramatique, M. Bourget, les concilie en se plaçant entre ces deux extrêmes. Les dames de l'Hippodrome défilent à la barre, mais n'éclaircissent rien ; elles n'ont rien vu, rien entendu, absolument comme Alice devant Bertram.

Du directeur de l'Hippodrome montons au directeur de l'Ambigu. Cela nous conduit devant le tribunal de commerce, à la suite de Léon Duval et de M^{me} Lemerle.

Ceci n'est qu'un procès de préséance et d'amour-propre. En pareille conjoncture, M^{me} Léon Duval sauve toujours l'honneur de ses clients : il s'arrange de façon que l'adversaire est presque ridicule dans sa victoire, et le vaincu sort de la lice avec des airs de triomphe tout-à-fait réjouissants. Ecoutez-le : « Messieurs, dit-il, voici en trois mots la difficulté qui divise M^{me} Camille Lemerle, artiste du théâtre de l'Ambigu, et M. de Chilly, son directeur. M. de Chilly veut obliger M^{me} Lemerle à doubler M^{me} Lacressonnière dans la pièce intitulée les *Fugitifs*. M^{me} Lemerle soutient que son emploi et son engagement la mettent à l'abri de cette avanée, que si elle double une fois, on la fera doubler deux, puis trois fois, et qu'enfin, elle passera à

l'état de *doublure*. C'est là le différend que vous avez à juger. Il y va du plus cher intérêt pour M^{me} Lemerle, car vous n'ignorez pas qu'au théâtre, doubler, c'est déchoir. »

Vous vous demandez immédiatement de quel droit cet impitoyable directeur prétend réduire M^{me} Lemerle à l'état de *doublure* ?

L'avocat va nous répondre.

« Il n'est pas, dit-il à peu près à ses juges, il n'est pas que vous ne sachiez ce qu'il se passe en fait d'engagements. Les directeurs savent très bien qu'à part trois ou quatre célébrités qui font d'eux ce qu'ils veulent, ils peuvent impunément exiger des autres comédiens à peu près tout ce qu'ils veulent. En conséquence, les directeurs ont fait un catalogue de tous les incidents, de tous les hasards, de toutes les difficultés qui peuvent surgir entre eux et les artistes, et ils se sont fait rédiger des clauses qui résolvent tout cela contre le comédien. Il y a un formulaire imprimé qui contient ces belles draconiennes, et on le fait signer à l'artiste en lui protestant que c'est pour la forme. Et, de vrai, les directeurs (je ne veux pas les faire plus méchants qu'ils ne sont), n'appliquent jamais à la rigueur ce grimoire ; et ils font bien, car, pour peu que mon adversaire m'en pressât, je lui prouverais qu'il y a dans son imprimé plus d'une clause illicite à force d'être léonine, et il serait le premier à en convenir. »

L'adversaire se garde bien de faire cette douce violence, à laquelle il est convié. Mais M^{me} Duval a assez de ressources pour passer de cette collaboration d'un ennemi. Et bien qu'on ne le presse en aucune façon, il n'en arrivera pas moins à ses fins.

« M^{me} Lemerle, ajoute-t-il, signe cet engagement-omnibus sans biffer les clauses imprimées qui étaient incompatibles avec sa position de premier sujet. C'est

du comité d'exécution concernant la question des duchés de Holstein et de Lauenbourg a fait son rapport ainsi qu'il suit :

« La haute assemblée de la Diète germanique ayant renvoyé à la commission chargée des affaires des duchés de Holstein et de Lauenbourg la déclaration déposée au procès-verbal dans la séance du 15 juillet par le représentant danois pour le Holstein et Lauenbourg, la tâche de la commission consistait d'abord à examiner si cette déclaration satisfaisait la résolution du 20 mai, et si elle pouvait ou non servir de base pour des résolutions à prendre.

« Cet examen convainquit la commission que la susdite déclaration ne contenait pas une exécution suffisante de la décision du 20 mai; elle s'est donc cru obligée, en regard au règlement d'exécution du 3 août 1850, d'adopter à ses délibérations le comité nommé conformément à l'article 2 de ce règlement, et chargé, avant tout autre, de veiller à l'exécution des devoirs fédéraux, et, au besoin, de faire les propositions nécessaires pour assister à cette exécution.

« Les commissions réunies se permettent donc d'exposer d'une manière plus détaillée leur commun avis que, par les déclarations faites au nom du gouvernement danois, particulièrement celles du 15 juillet, il n'a pas été donné une satisfaction suffisante aux résolutions de la Diète, surtout à celle du 20 mai.

« Le gouvernement danois, après avoir proposé, le 26 mai, à la suite de la décision de la Diète du 12 février, la nomination d'une commission chargée de régler l'affaire du Holstein par des négociations, a été invité, par décision du 20 mai, à faire parvenir d'abord à la Diète une communication précise sur la manière dont elle pensait régler les affaires des duchés de Holstein et Lauenbourg, en exécution de ladite résolution.

« Or, dans la déclaration faite à la suite de cette invitation, le 15 juillet, le gouvernement danois fait une distinction entre les deux duchés.

« Quant au duché de Lauenbourg, il renvoie à la déclaration du 4 février, dans laquelle il a été reconnu que les droits et la compétence des États du duché ne peuvent être modifiés sans leur consentement; qu'il a été du Conseil du royaume, l'ordre équestre peut également être appelé à donner son avis sur le règlement des affaires communes, et qu'enfin, la position financière particulière de Lauenbourg, la délimitation des affaires communes et des affaires particulières, concernant ce duché, ne saurait être réglée sans le concours des États.

« On sait que, dans son rapport du 11 février, la commission a jugé que ces déclarations et concessions offraient comme des points de départ dignes de considération pour la conciliation des points de divergence; mais elle a ajouté que le texte de ces déclarations ne faisait pas entrevoir qu'une interprétation rassurante serait donnée aux articles en question de la Constitution générale et qu'une modification de l'état actuel des choses semblait indispensable.

« Dans la communication du 15 juillet, le gouvernement danois, en regard à l'observation faite dans le rapport de la commission du 11 février, se déclare disposé à établir expressément des règles constitutionnelles qui soient de nature à dissiper tous les doutes sur la justesse de l'opinion émise dans la déclaration du 4 février. Ainsi, quant au duché de Lauenbourg, les communications du gouvernement danois semblent assez précises pour faire comprendre ses principales intentions.

« Mais il en est tout autrement de la question du duché de Holstein. Il est vrai que l'explication demandée n'a pas été définitivement refusée à l'égard de ce duché; cependant elle a été désignée comme inopportune au point où en est l'affaire actuellement après l'ouverture des négociations, et elle n'a pas été donnée; en tout cas, il n'a donc pas été donné satisfaction à la décision du 20 mai.

« Pourtant, il ne faut pas perdre de vue la disposition manifestée dans la déclaration du 15 juillet, de vouloir suspendre la Constitution générale de 1855 dans les duchés de Holstein et Lauenbourg, attendu que cette déclaration, bien que se rapportant seulement à l'article 2 de la résolution du 20 mai, est néanmoins en rapport intime avec l'état des choses dans les duchés, et se rapporte par conséquent aussi à l'article 1^{er} de ladite résolution.

« L'exécution de la résolution fédérale du 11 février, c'est à dire l'établissement d'un état de choses dans les duchés qui réponde aux demandes de cette résolution, exige en effet qu'avant tout on abolisse dans les duchés les lois et institutions qui n'ont pu être reconnues comme ayant une existence constitutionnelle, et qui ne sont pas en harmonie avec les assurances données en 1851 et 1852, afin qu'on

puisse procéder ensuite en se basant sur les susdites assurances, ainsi que sur la déclaration du 28 janvier et la résolution fédérale du 29 juillet 1852, autant qu'il sera nécessaire au règlement provisoire, puis au règlement définitif de la situation des duchés.

« Le premier pas dans cette voie a été fait dans la communication, et il est d'autant plus juste de le reconnaître, que, dans la déclaration du 26 mars dernier encore, on voyait clairement l'intention de maintenir, autant que possible, la Constitution générale du 2 octobre 1855 et la coopération du conseil suprême pour les mesures à prendre.

« Mais, bien que les commissions apprécient la valeur de cette nouvelle concession, elles ne peuvent cependant considérer sous ce rapport la communication du 15 juillet comme complète. Car, pour répondre au but indiqué, il faudra également que le gouvernement danois abolisse les dispositions de la Constitution du duché de Holstein du 11 juillet 1854 et de la patente du 23 juin 1856, désignées dans la résolution fédérale du 11 février dernier, ainsi que l'ordonnance du 16 octobre 1855, instituant un ministère pour les affaires intérieures communes de la monarchie, qui se trouve étroitement liée à la Constitution générale, et la délimitation actuelle des affaires communes et des affaires particulières, mais qui ne saurait concorder avec la patente royale du 28 janvier 1855.

« En considération des vues prévenantes que manifeste la déclaration du 15 juillet, et comme le gouvernement danois a déjà exprimé, le 26 mars dernier, l'intention d'entrer en négociation avec les États sur les dispositions en question de la Constitution du Holstein, ainsi que sur l'ordonnance du 23 juin 1856, on a tout lieu de croire que la concession promise, pour ce qui concerne la Constitution générale, s'étendra aussi aux lois et ordonnances qui sont étroitement liées à cette Constitution.

« Mais, naturellement, on ne peut baser une résolution sur une supposition de ce genre, tant qu'elle n'est pas reconnue par l'autre partie, et, sous ce rapport encore, ladite déclaration ne saurait être reconnue comme complète et satisfaisante, et la haute Diète aurait, par suite, à déclarer au gouvernement danois que la déclaration du 15 juillet ne peut être considérée comme une exécution suffisante de la résolution du 20 mai et des obligations fédérales sur lesquelles se base cette résolution, ainsi que celle du 11 février dernier. Lorsqu'une obligation fédérale quelconque n'a pas été complètement exécutée, l'article 3 du règlement d'exécution veut qu'on fixe un terme très court, dans lequel la partie devra notifier qu'elle l'a exécutée, ou expliquer d'une manière suffisante les motifs qui l'empêchent de le faire.

« Cette disposition est applicable à la question présente, et la Commission d'exécution doit faire ses propositions en conséquence. L'exécution qu'on doit demander au gouvernement danois dans le délai doit se baser sur la résolution du 20 mai, et avoir pour but d'obtenir le complément des communications exigées par cette résolution. Sous ce rapport, il serait nécessaire de demander d'abord une déclaration précise sur la question desavoir si les susdites lois et ordonnances ont été mises hors de vigueur en même temps que la Constitution générale, comme on le suppose.

« Le terrain ayant été aplani par la pour un nouvel état de choses, il faudra insister ensuite sur l'explication demandée par l'article 1^{er} de la résolution du 20 mai; mais, en considération des objections qui se sont élevées à ce sujet, la commission doit proposer que la haute Assemblée décide que ces communications soient faites d'abord par voie confidentielle par le représentant danois aux commissions réunies, et que celui-ci représente soit invité à assister à cet effet à ses séances.

« Les commissions devraient être autorisées, spécialement dans le but de recevoir les communications en question, d'entrer en relations à cet effet avec le représentant danois, et d'examiner immédiatement ces communications. Il s'entend de soi-même que les commissions auraient à faire leurs rapports à la haute Diète sur les résultats de leurs délibérations. De cette manière, il serait encore possible d'exécuter les résolutions fédérales en question par un accord commun, et, dans le cas où il ne serait pas satisfait à ces résolutions, on aurait ouvert en même temps la voie d'exécution ultérieure, d'après le deuxième paragraphe de l'article 3 et l'article 4 du règlement d'exécution.

« En ce qui concerne enfin la durée du délai à accorder, la commission se permet de proposer un espace de trois semaines, l'article 3 du règlement voulant que ce délai soit court, et le gouvernement danois insistant lui-même dans sa déclaration du 15 juillet sur la nécessité de régler enfin les rapports consti-

tutionnels de la monarchie danoise; — par ces motifs, la commission d'exécution propose, la haute Diète veuille décider :

« I. De déclarer au gouvernement danois que la communication du 15 juillet de cette année ne saurait être considérée comme une exécution suffisante de la résolution fédérale du 20 mai dernier et des obligations fédérales sur lesquelles se base cette résolution, ainsi que celle du 11 février dernier.

« II. D'inviter par conséquent le gouvernement danois, en se fondant sur l'article 3 du règlement d'exécution du 3 août 1850, de faire, dans le délai de trois semaines :

« 1^{re} Une déclaration plus précise sur la question de savoir si, avec la Constitution générale du 2 octobre 1855 sont mises hors de vigueur également les ordonnances royales du 16 octobre 1855, établissant un ministère pour les affaires intérieures communes de la monarchie, du 23 juin 1856, relatives à la détermination plus précise des affaires particulières du Holstein, et les articles 1^{er} à 6 de l'ordonnance du 11 juin 1854, concernant la constitution du duché de Holstein;

« 2^{de} De faire faire à la Diète, par l'organe des commissions réunies, aux séances confidentielles desquelles le représentant danois est invité à assister dans ce but, des communications qui répondent à l'article 1^{er} de la résolution du 20 mai, et assurent l'exécution des résolutions du 11 et du 25 février dernier.

« III. D'autoriser les commissions réunies à recevoir et à examiner immédiatement les communications du représentant danois.

« IV. D'inviter ce représentant à porter la présente résolution à la connaissance de son gouvernement.

« Un membre de la commission formée pour l'affaire des duchés de Holstein et de Lauenbourg était d'accord, il est vrai, que l'affaire fut renvoyée au comité d'exécution, mais ne put approuver la rédaction du rapport, en ce qui concerne l'appréciation de la déclaration du Danemark du 15 juillet, puisque, d'après lui, on ne pouvait apercevoir dans cette déclaration ni une concession ni un pas en vue de l'exécution des résolutions fédérales en question. Vu l'urgence de la chose, et comme ledit représentant est libre d'exposer en tout temps sa manière de voir séparée de la haute Assemblée, la majorité de la commission formée le 29 octobre dernier ne voulut pas admettre la proposition de ne faire son rapport que dans huit jours, et le comité d'exécution ne crut pas davantage pouvoir retarder ses propositions plus longtemps.

« Après ce rapport, le représentant du Danemark protesta d'abord contre le refus des commissions d'un délai de huit jours qu'il avait demandé pour développer des vues divergentes; il exposa ensuite les raisons pour lesquelles il ne pourrait approuver l'ensemble des propositions ni la manière dont elles étaient motivées dans les rapports, et termina en déclarant que son gouvernement ne pourrait voter en conséquence pour les conclusions de la commission, mais qu'il exposerait directement son opinion aux gouvernements allemands, cette opinion n'ayant pu prévaloir au sein des commissions.

« Le vote sur ces propositions fut fixé à quinzaine. Le représentant danois donna connaissance à l'Assemblée, relativement à la partie du rapport concernant le ministère pour les affaires intérieures communes de la monarchie danoise, que le susdit ministère avait été supprimé par une ordonnance du 1^{er} août de cette année.

« Sur le rapport de la commission militaire, l'Assemblée approuva l'aliénation de matières d'approvisionnement de la forteresse de Landau, et, conformément aux conclusions d'un rapport antérieur de cette commission, elle passa à l'ordre du jour sur la proposition de prendre encore une fois l'avis de la commission militaire sur l'affaire de la garnison de Rastadt, et notamment de demander à cette commission un rapport sur les déclarations des gouvernements autrichien et badois du 29 avril, concernant la proposition prussienne du 25 février dernier.

Indes.

(Correspondance particulière de la Presse.)

Bombay, 3 juillet.

« Depuis la chute de Gwalior, il n'y a plus d'armée d'insurgés proprement dite dans les Indes. Tantia-Tope a été tué à Gwalior selon les uns, fait prisonnier selon les autres. Quant à la rani de Jhansi, il paraît certain qu'elle a été tuée dans la même affaire.

« Le gouverneur général vient de publier une amnistie générale en faveur des insurgés d'Oude. Tous ceux qui ont pris part au massacre des sujets anglais sont exceptés sans espoir de pardon. Ceux qui ont offert un asile aux assassins, les connaissant pour tels, et ceux qui se sont élevés en chefs de l'insurrec-

tion contre le gouvernement anglais, auront la vie sauve. « Leur punition sera proportionnée aux offenses qu'ils ont commises contre l'Etat, pourvu qu'ils se rendent avant le 30 septembre prochain. Mais, à tous les autres, complices des précédents, aux zémidars, à cipayes dispersés ou fugitifs dans toute l'étendue du pays, et à toute autre personne armée contre le gouvernement, n'agissant pas par sa libre volonté ni autorité, mais seulement aidant et soutenant un chef, le très honorable gouverneur général offre une amnistie générale. Qu'ils retournent à leurs foyers et qu'ils suivent leurs occupations ordinaires, faisant tous leurs efforts pour maintenir la paix et la tranquillité. Leurs propriétés leur seront garanties, et un voile d'oubli sera jeté sur le passé. Mais, s'ils continuent encore à porter les armes contre le pouvoir britannique, il faut qu'ils subissent les conséquences de leurs propres actes. Le temps de la clémence sera passé. »

« Je ne dois pas vous cacher que, bien que cette proclamation se trouve dans le *Bombay Gazette*, il n'y a rien jusqu'ici qui prouve qu'elle soit authentique. »

Pour toutes les nouvelles non signées : E. PAUCHET.

BULLETIN COMMERCIAL.

La fabrique de Paris a été visitée cette semaine par un assez grand nombre de commissionnaires étrangers. Elle a reçu quelques commandes et elle est parvenue à placer quelques soldes, mais en faisant des concessions sur les prix. Les Américains se montrent disposés à faire de nouveaux achats, mais ils demandent le plus souvent de longs crédits qu'on ne veut pas leur accorder, ou des conditions de prix qui laisseraient le fabricant en perte. Les affaires sont plus faciles avec la Russie. On a reçu des commissions nombreuses pour ce pays; il offre des débouchés importants pour nos produits depuis la conclusion du dernier traité de commerce.

On nous signale un peu de ralentissement dans nos manufactures de tissus du Nord; à Roubaix, à Tourcoing et à Lille, les marchands de Paris ont ralenti leurs achats de tissus d'été, et n'ont pas encore commencé leurs assortiments de tissus d'hiver; mais le mouvement des affaires s'est soutenu sur la plupart des autres places de fabrique, au moins que le commerce la saison actuelle.

Les matières premières et les denrées coloniales sont presque toutes en hausse. Les stocks ont sensiblement diminué dans tous les entrepôts, et comme, depuis six mois, les fabriques et les magasins n'ont pas renouvelé leurs approvisionnements et se sont contentés de faire les réassortiments indispensables pour satisfaire les besoins de la consommation, les demandes ont reparu de tous côtés à la première apparence de la reprise des affaires. La hausse s'étend également sur les soies, les laines, les cotons, et sur les sucres, les cafés, et les cacao.

La grande question du moment est le résultat de la récolte des céréales. Les avis sont comme d'ordinaire contradictoires. Quelques cultivateurs de certaines localités, qui ont à se plaindre du rendement de leur blé et de leur seigle, sont disposés à généraliser des résultats locaux. Il semble pourtant résulter de la majorité des rapports que la récolte de 1855, sans être aussi abondante que celle de l'année dernière, est au-dessus d'une année ordinaire. Le blé rend en moyenne de 78 à 80 kil. par hectolitre, et quelques blés exceptionnels vont jusqu'à 83 et 84 kilog.

Le Midi et surtout le Bordelais se plaignent de la présence de l'oïdium, mais, malgré le déchet qui peut en résulter pour la récolte, elle sera encore très abondante, et le vin de 1855 aura une qualité supérieure, si les chaleurs reprennent pendant le mois d'août.

Un document très curieux, publié par le ministère de l'agriculture, fait connaître le produit de la vigne en France pour l'année 1854, comparé à celui d'une année moyenne. Le total des vins récoltés en France, année moyenne, est de 44,990,696 hectolitres, et en 1854 le chiffre n'a été que de 9,569,672 hectol. En compensant la faiblesse du rendement avec l'élévation du prix, le déficit se traduit encore par un

chiffre de 424 millions de francs sur les vins et de 34 millions sur les eaux-de-vie.

PRODUITS AGRICOLES. — Les affaires ont été animées à la halle aux blés, et les prix ont été presque nominaux. La tendance est cependant de nouveau à la baisse. Les 4 marques des farines sont offertes à 55 fr. 50 c., et la spéculation ne fait aucun achat. On n'est guère occupé à la halle qu'à contrôler les avis que l'on reçoit de tous côtés sur le rendement de la récolte, et jusqu'à ce que tous les données soient éclaircis on ne s'engagera dans aucune opération importante. On regarde déjà comme un fait acquis et hors de doute qu'il reste encore beaucoup de blés de la récolte de 1857, et que celle de 1858 sera une bonne année ordinaire. Aussi, comme la récolte est avancée d'une quinzaine de jours, les détenteurs de farines n'ont pas pu soutenir le mouvement de hausse qui s'était manifesté il y a quinze jours. La boulangerie s'est complètement abstenue dès que ses achats nécessaires pour les règlements ont été terminés.

Il s'est fait peu de chose mercredi dernier en blé de commerce et de culture. On a présenté à la halle quelques lots de blé nouveau de fort belle qualité, qui ont été vendus de 31 à 32 fr. l'hectolitre et demi (de 20 65 à 21 fr. 35 c. l'hectolitre).

La plus grande partie des marchés de nos départements sont venus en baisse depuis huit jours. Les cultivateurs, occupés de leur moisson, ont apporté peu de grains sur les marchés, mais les acheteurs faisaient également défaut.

Les avis de Bordeaux sont très favorables pour la récolte des blés. Les déliqués ont commencé, et l'on a déjà pu constater que la quantité sera celle d'une bonne année, et que la qualité sera tout à fait supérieure. Le poids de l'hectolitre atteint jusqu'à 80 kil.

Les marchés du Nord sont un peu en hausse, ce que l'on doit attribuer à des expéditions pour la Belgique. Environ 50,000 sacs de grains français sont entrés en Belgique depuis un mois par Arquennes et par Vieux, et 10,000 sacs y sont encore attendus.

Les derniers avis de la Hollande et de la Prusse indiquent du calme. Il en est de même des places des bords du Rhin : à Mayence, à Francfort, à Hambourg et sur les marchés de la Baltique, les prix tendent à la baisse.

Les dernières nouvelles de New-York annoncent une plus grande activité dans la demande en farines et en blés, et de la fermeté sur les cours.

VINS ET SPIRITUEUX. — L'approche des vendanges a décidé beaucoup de propriétaires à expédier leurs vins; aussi les arrivages ont-ils été considérables depuis quinze jours à Bercy. Les prix tendent à la baisse pour les vins ordinaires, mais ils sont toujours très fermes pour les hauts crûs et les vins vieux.

Les avis de la Bourgogne et de l'Orléanais portent que la vigne est magnifique et que l'oïdium a fait peu de progrès. Mais, dans le Bordelais, beaucoup de vignobles sont atteints par la maladie.

Le 3/6 de betterave est offert à Paris, et il a fléchi de 1 fr. à 54 fr. On le cote encore à 60 fr. sur la place de Bordeaux, mais ce prix est nominal.

On s'occupe davantage du 3/6 de Langue-d'oc, qui, à la suite d'une récolte abondante, va probablement reprendre la place qui lui est due dans les transactions. Le 3/6 du Langue-d'oc a fléchi cette semaine à 78 fr. sur la place de Paris.

HUILES. — L'huile de colza a été très offerte cette semaine. Elle a baissé de 3 fr. 50 par hectolitre au marché de Paris, de 109 à 105 50. La récolte des colzas est excellente, et la graine est également en voie de baisse à 41 fr. les 100 kil.

Les marchés du Nord sont également tous en baisse.

A Marseille, les affaires en huile de graines ont été meilleures. On plaçait les sésames en vente à 100 fr. 50 les 50 kil. On a fait, au contraire, un peu de baisse sur les graines oléagineuses.

SUCRES. — La hausse continue sur les sucres. A Paris, la bonne 4^e indigène est cotée à 139 fr., et les exotiques 126 fr. les 100 kil. La demande est active sur les raffinés, et les cours sont en hausse. Les bonnes ordinaires sont cotées de 158 à 160 fr. les 100 kil.

Un mouvement analogue a lieu dans nos ports de mer. La bonne 4^e a monté au Havre à 60 fr. 50 les 50 kil. La dernière cote de Nantes est également en hausse de 50 c. pour les Maurice, et de 1 fr. 50 pour les sucres de nos Antilles.

Les sucres ont monté à Londres de 6 d. à 1 sh. par barrique.

CAFÉS. — Les cafés sont tenus très fermes sur tous les marchés. Les ventes publiques sont toujours très suivies au Havre pour les cafés

variés. On signale un peu de baisse à Londres sur les Ceylan.

ROUENNAIS ET TISSUS. — Articles de Rouen et de Mulhouse. — La vente de la rouennerie se soutient sur le marché de Rouen. Il y a même certains fabricants dont la marchandise ne marche pas assez vite pour satisfaire les acheteurs. La position des calicots s'améliore. On a traité d'assez bonnes affaires en hausse. Les bonnes sortes sont cotées 37 c. Les indiennes, ayant fait une bonne campagne, devront faire des achats de calicots, car ils ne peuvent pas espérer de baisse.

La position du marché de Mulhouse s'est aussi améliorée. Il y a un bon courant d'affaires avec hausse dans les cours. Les transactions auraient été plus importantes si le marché offrait plus de choix. Le manque d'eau a forcément diminué la production dans les ateliers à moteurs hydrauliques.

Articles de Roubaix et de Tourcoing. — Les affaires se sont ralenties sur ces deux places; cependant la vente s'est soutenue sur les orlans et les lainages fins.

LAINES. — Le cours des laines de France se maintient sans aucun changement; les marchands qui ont des suints ou des laines lavées à dos les offrent sans pouvoir obtenir le bénéfice qu'ils espéraient. On trouve chez eux ce que l'on ne pouvait avoir aujourd'hui en culture, où il ne reste presque plus rien, n'importe dans quelle contrée.

De bonnes parties, tenues de 2 fr. 30 à 2 fr. 35, se sont traitées à 2 fr. 25, 5/0; on offre aussi plusieurs parties de quelque importance de laines à dos de 5 fr. 25 à 5 fr. 50 et 5 fr. 60.

SOIES. — Les prix sont très fermes sur tous les marchés. On a payé à Aubenas 67 à 70 fr. le kil. les belles soies de pays, et elles sont si rares que les moutiniers ne trouvent pas à s'approvisionner. Les transactions ont un peu perdu de leur importance à Marseille, mais les détenteurs ne font aucune concession sur les prix.

COTONS. — Les affaires en cotons ont été actives pendant toute la semaine sur la place du Havre. Les prix sont très bien tenus et en voie de hausse. On a reçu des avis de New-York en date du 15 juillet, par le steamer anglais l'Anglo-Saxon. Les affaires étaient moins animées sur les cotons, mais les prix avaient conservé leur fermeté.

MÉTALX. — On écrit de Saint-Dizier : « Durant cette huitaine, il ne s'est traité aucune affaire en fonte affinée. La dernière transaction dont nous ayons eu connaissance s'est faite à 125 fr.; c'est aussi le prix qui a été adopté, pour les marchés au cours, comme prix moyen du mois. On dit qu'une forge avait cédé de ses fontes bien au-dessous de ce taux. Renseignements pris, nous pouvons dénier à ce bruit toute espèce de fondement.

« Les fers battus se soutiennent à 350 fr. et leur prix sera maintenu sans changement, croyons-nous, pour le mois d'août. Du reste, la fabrication de ces fers est bien limitée; les eaux sont très basses et pourront le devenir plus encore.

MARCHANDISES DIVERSES. — Cuirs. — Quelques affaires importantes ont eu lieu au Havre avec tendance à la hausse. Les prix tendent à se raffermir sur les marchés européens, où les stocks sont fort réduits.

Suifs. — La baisse a fait de nouveaux progrès. A la Bourse de mercredi dernier, la demande était faible au prix moyen de 123 fr. les 100 kil., soit une nouvelle baisse de 2 fr. sur le marché précédent. On attend quelques parties de suif de la Russie achetées à Londres au moment de la baisse provoquée par les bouchers, et les fabricants se tiennent sur la réserve. Nos cours sont au-dessus de ceux du dehors, ce qui ne permet plus d'importations. Stéarine, 230 à 235 fr.; oléine, 95 fr.

ALP. LAUVRAY.

Faits divers.

On lit dans le *Moniteur* :

« Leurs Majestés ont reçu aujourd'hui, au palais de Saint-Cloud, en audience de congé, S. Exc. M. le duc de Rivas, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le roi des Espagnes, et M. le baron d'Adelswärd, qui a remis à l'empereur les lettres qui l'accréditent en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Suède et de Norvège. »

« Lors de la nomination du prince Napoléon au ministère de l'Algérie et des colonies, la Chambre de commerce d'Alger lui fit immédiatement parvenir une adresse à laquelle le prince s'est empressé de répondre.

Voici le texte de cette réponse, que nous trouvons dans l'*Akhbar* :

« Paris, le juillet 1858.

« Messieurs, »

« Les sentiments que vous m'exprimez, tant en

la ce qui donne à M. de Chilly la hardiesse de dire que M^{re} Lemerle s'est engagée à jouer en double, car il y a dans l'imprimé qu'elle s'oblige à partager et même à remplacer dans tous les rôles qui lui seront distribués. Il est vrai, cela y est textuellement, en belles lettres moulées; mais il y a aussi que l'artiste devra se fournir de bottes à ses frais toutes les fois que le drame comportera des bottes parcellées à celles qui sont de mise de nos jours. Je ne pense pas qu'on soutienne sérieusement que la clause soit applicable à ma jeune et brillante cliente. Il y a encore que l'artiste devra par dessus tout remplir exactement ses devoirs dans la garde nationale, et ne s'exposer à aucune condamnation disciplinaire. »

Il va sans dire que M^{re} Lemerle a perdu son procès; mais ni elle ni son avocat ne s'attendaient à le gagner. Le tout consistait à s'en tirer avec tous les honneurs de l'esprit, et c'est ce qui a eu lieu.

Un procès curieux s'organise autour de quelques sacs d'argent remplis d'écus de six livres. Ces sacs, qui contiennent tous ensemble de dix à douze mille francs, furent enfermés dans une cachette en 1792. Tout dernièrement, en démolissant la rue des Carmes, un ouvrier découvre la cachette et les sacs. Sur quelques-uns était une étiquette, et cette étiquette portait ces mots : A monseigneur l'évêque de Grand-selve. Grand-selve était un abbaye de l'ordre de Cîteaux d'où sortit ce fameux Arnauld Amaury, généralissime de la croisade contre les Albigeois. Il ne reste plus, aujourd'hui, vestige de cette célèbre abbaye, dont un notaire de Bouillac, M. Jougla, vient d'écrire l'attachante monographie. Les ruines elle-mêmes ont péri, selon l'expression de Lucein. Cette abbaye ne donnait pas rang d'évêque, et ses supérieurs étaient qualifiés d'abbés commandataires. En 1789, l'abbé commanda-

taire s'appela de Crillon.

Les descendants de cet abbé se présentent donc devant la justice et réclament les sacs qui portent leur adresse. D'autres sacs ne portent que cette suscription : « M. l'abbé Dubois. » On croit que cet abbé était vicaire de Saint-Jacques du Haut-Pas; et, comme on ne lui connaît pas d'héritiers, le Domaine se présente à son tour et dit : Part à deux. Les ouvriers interviennent à côté du propriétaire de la maison, et crient : Part à trois, part à quatre, et ainsi de suite, en allant crescendo. La première question à résoudre est celle-ci : Est-ce un trésor? un trésor dans la signification légale de l'expression? M^{re} Gressier, l'avocat du Domaine, soutient que ce n'est pas un trésor; M^{re} Catal, avocat du prétendu inventeur, se ferait plutôt hacher que de partager l'avis de M^{re} Gressier. Nous verrons cela mercredi prochain, à la première chambre.

En attendant, nous sommes plein de pitié pour les malheureux qui trouvent des trésors, de vrais trésors. Quand la fortune entre violemment dans l'existence d'un homme, elle bouleverse tout; elle entraîne d'ordinaire toutes sortes de calamités. On perd la tête souvent et le repos toujours. Il y a quelque temps, le tribunal prononçait l'interdiction contre une pauvre servante qui avait eu le malheur de se trouver riche à la mort de son maître. La fortune ressemble à l'électricité en cela; il faut la recevoir par petites doses. Une légère commotion vous réveille, une commotion trop forte vous tue. Il faut avoir une philosophie bien solide pour imiter le savetier allant rendre la bourse au financier son voisin, et il faut avoir la tête bien solide aussi pour pouvoir dire avec certain berger : Si j'étais millionnaire, je garderais mes moutons à cheval.

Nous avons un procès bien plus étrange que celui-là à vous offrir dans une pers-

pective prochaine. Nous le voyons déjà poindre à l'horizon, à l'horizon du Midi. Mais aboutira-t-il? Les fers sont au feu, nous écrit-on; mais cette assurance ne nous suffit pas. Voici de quoi il s'agit.

Un Parisien lit dans un journal qu'un vieux château est à vendre dans les Pyrénées; il l'achète, et, dès les premiers beaux jours de la belle saison, il va même s'y installer avec ses amis.

On soupait gaiement, puis on va se coucher plus gaiement encore. Reste la nuit à passer : la nuit dans un vieux château perdu dans la montagne. Le lendemain est celle-ci : Est-ce un trésor? un trésor dans la signification légale de l'expression? M^{re} Gressier, l'avocat du Domaine, soutient que ce n'est pas un trésor; M^{re} Catal, avocat du prétendu inventeur, se ferait plutôt hacher que de partager l'avis de M^{re} Gressier. Nous verrons cela mercredi prochain, à la première chambre.

En attendant, nous sommes plein de pitié pour les malheureux qui trouvent des trésors, de vrais trésors. Quand la fortune entre violemment dans l'existence d'un homme, elle bouleverse tout; elle entraîne d'ordinaire toutes sortes de calamités. On perd la tête souvent et le repos toujours. Il y a quelque temps, le tribunal prononçait l'interdiction contre une pauvre servante qui avait eu le malheur de se trouver riche à la mort de son maître. La fortune ressemble à l'électricité en cela; il faut la recevoir par petites doses. Une légère commotion vous réveille, une commotion trop forte vous tue. Il faut avoir une philosophie bien solide pour imiter le savetier allant rendre la bourse au financier son voisin, et il faut avoir la tête bien solide aussi pour pouvoir dire avec certain berger : Si j'étais millionnaire, je garderais mes moutons à cheval.

Nous avons un procès bien plus étrange que celui-là à vous offrir dans une pers-

pective prochaine. Nous le voyons déjà poindre à l'horizon, à l'horizon du Midi. Mais aboutira-t-il? Les fers sont au feu, nous écrit-on; mais cette assurance ne nous suffit pas. Voici de quoi il s'agit.

Un Parisien lit dans un journal qu'un vieux château est à vendre dans les Pyrénées; il l'achète, et, dès les premiers beaux jours de la belle saison, il va même s'y installer avec ses amis.

On soupait gaiement, puis on va se coucher plus gaiement encore. Reste la nuit à passer : la nuit dans un vieux château perdu dans la montagne. Le lendemain est celle-ci : Est-ce un trésor? un trésor dans la signification légale de l'expression? M^{re} Gressier, l'avocat du Domaine, soutient que ce n'est pas un trésor; M^{re} Catal, avocat du prétendu inventeur, se ferait plutôt hacher que de partager l'avis de M^{re} Gressier. Nous verrons cela mercredi prochain, à la première chambre.

« Les monstres à l'œil de feu, aux dents de crocodile, aux ailes velues, et tout cela crie et bondit, et grince, et fait un sabbat de l'enfer.

Impossible de résister à cette seconde expérience. Cette fois, tout le monde quitte le château, et aujourd'hui le propriétaire veut tenter une action en résolution pour vices cachés.

Quel étonnant procès que celui-là, et quel triomphe pour le grand évêque de ces esprits, M. Home. Le nommera-t-on expert en ces matières? Quoi qu'il en soit, comme il n'y a rien de nouveau sous le soleil de la justice, ce procès, qui se croira peut-être une nouveauté, ne sera qu'une vieille histoire. Il a un pendant qui, pour être âgé de deux cent soixante-trois années, n'en est pas moins curieux.

Donc, en l'an de grâce 1595, devant le sénéchal de Guyenne, un locataire nommé Jean Latapy plaide contre son propriétaire Robert de Vigne. Jean Latapy prétendait que la maison que de Vigne lui avait louée, une vieille maison d'une vieille rue de Bordeaux, était inhabitable et qu'il avait dû la quitter; après quoi, il demandait que la résiliation du bail fût prononcée par justice.

Pour quels motifs? Latapy les donne très naïvement dans ses conclusions.

« Parce qu'il avait trouvé cette maison infestée par des esprits qui se présentaient tantôt sous la forme de petits enfants, tantôt sous d'autres formes terribles et épouvantables, lesquels opprimaient et inquiétaient les personnes, remuaient les meubles, excitaient des bruits et tintamarres par tous les coins, et avec force et violence, rejetaient des lits ceux qui y reposaient. »

Le propriétaire de Vigne s'opposait très énergiquement à la résiliation du bail. « Vous décriez injustement ma maison, disait-il à Latapy; vous n'avez probab-

ment que ce que vous méritiez,

voire non qu'un de ces populations algériennes, m'ont vivement touché.

Je suis heureux de voir accueillir ma nomination comme un acte de progrès et de prospérité pour notre colonie. Toutes les grandes et utiles entreprises auxquelles vous faites allusion trouveront dans mon administration un sérieux appui. Le développement corrélatif de l'agriculture, du commerce et de l'industrie doit être la base de nos succès, comme il est le but de mes plus constantes préoccupations.

Je salue bientôt visiter la belle colonie dont l'administration supérieure m'a confié; je pourrai alors vous remercier directement des efforts que vous avez faits pour assurer sa prospérité commerciale.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le prince chargé du ministère de l'Algérie et des colonies,
MARCELIN (RÉDACTEUR).

Le Bulletin des Lois contient aujourd'hui une décision impériale du 24 avril 1888, qui modifie le décret du 12 mars 1884, sur le service de la gendarmerie; — un décret qui proroge les délais fixés pour l'achèvement du chemin de fer de Paris à Vincennes et Saint-Maur, et de l'embranchement de Coulmiers; — un décret qui détermine le tracé du chemin de fer de Paris à Soissons, entre Dammartin et Soissons, et dont le 1er article est ainsi conçu :

« A partir de Dammartin, le chemin de fer de Paris à Soissons se dirigera sur cette dernière ville, en passant par ou près Nanteuil-le-Haudouin, par ou près Crespy, par ou près Villers-Cotterets, et aboutira à Soissons en un point qui sera déterminé par l'administration supérieure, sur la proposition de la Compagnie. »

Enfin, le Bulletin des Lois publie un décret portant que la section de la guerre et de la marine au conseil d'Etat prendra désormais le titre de section de la guerre, de la marine, de l'Algérie et des colonies.

Une loi du 2 mai 1885 autorise la ville de Paris à contracter un emprunt de soixante millions. Ce matin, dans la salle Saint-Jean, à l'Hôtel-de-Ville, il a été procédé au tirage au sort de 906 obligations de cet emprunt.

Les numéros suivants, sortis les quinze premiers, ont droit aux primes ci-après :

Le n° 138,322 a gagné la prime de 100,000 fr.
Les n° 12,864, — 99,332, — 69,288, — 32,016, chacun celle de 10,000 fr.
Les n° 75,157, — 6,325, — 144,638, — 57,159, — 134,759, — 120,058, — 104,803, — 32,827, — 48,152, — 112,602, chacun celle de 1,000 fr.

Total des primes. 150,000 fr.

Le remboursement au pair, de 500 fr., des 906 obligations qui ont été aujourd'hui désignées par le sort, et le paiement des lots gagnés seront faits à la Caisse municipale, à compter du 1er septembre prochain.

Le relevé du mouvement général des métaux précieux donne les résultats suivants pour les six premiers mois de 1888 :

Il a été importé en or, pour. 309,715,825 fr.
— en argent, pour. 94,552,175

Total. 404,273,000 fr.

Les exportations se sont élevées, savoir :

En or, 160,330,650 fr.
En argent, 108,169,850

Total. 268,500,500 fr.

L'excédant des importations pour les six premiers mois s'est élevé à 135,752,500 fr.; mais il y a un excédant de 149,363,175 fr. sur les entrées d'or, tandis que les importations d'argent sont en déficit de 13,612,673 fr.

La France entre dans ces chiffres pour 12,761,325 fr., dont 11,514,425 fr. d'or et 1,247,100 fr. d'argent; l'importation, et pour 145,881,250 fr., dont 140,490,625 fr. d'or et 5,390,625 fr. d'argent à l'exportation.

Ce relevé ne comprend, bien entendu, que les métaux déclarés à la douane, auxquels il faudrait ajouter le mouvement du numéraire qui a lieu par les voyageurs entre l'Angleterre et les autres pays.

L'an dernier, c'était dans les riches plaines de Lot-et-Garonne que retentissait le premier coup de fusil tiré par un chasseur; cette année, ce privilège est échu au département d'Alger, qui a inauguré ses chasses le 1er août. Elles s'ouvriront le 10 dans les Bouches-du-Rhône, le Gers, les Pyrénées (Hautes-) et les Pyrénées-Orientales; le 12 dans le Var; le 15 dans l'Hérault; le 16 dans le Lot-et-Cher, le Lot-et-Garonne et les Pyrénées (Basses-); le 17 dans l'Ariège et la Haute-Garonne; le 20 dans la Charente-Inférieure, la Drôme, l'Indre-et-Loire et le Vaucluse; le 22 dans l'Ardeche et le Tarn; le 23 dans le Jura; le 30 dans le Cher; le 1er septembre dans l'Allier, la Nièvre, le Rhône, le Saône-et-Loire et la Sarthe. On dit que l'ouverture de la chasse sera fixée au 23 pour le département de la Seine et les départements voisins.

M. le maire de Marseille vient de défendre, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, qu'aucun porc ne soit abattu, ni à l'abattoir de la ville, ni dans la banlieue; que la viande de porc dépecée et la charcuterie fraîche ne soient introduites dans la cité.

L'épizootie, qui de Rouen va et des communes voisines s'est étendue sur les porcs, dans le territoire de Marseille, a nécessité cet arrêté.

En publiant la liste des récompenses accordées aux sociétés orphéoniques, à Dijon, nous avons omis le nom de l'Union chorale châtillonnaise, qui a obtenu, ex æquo avec le Cercle choral lyonnais, le 1er prix de la 3e division, 1re section.

Un assassinat commis sur un enfant de cinq ans par sa belle-mère a été constaté, avant-hier, par l'autorité judiciaire.

Depuis trois mois, les époux Briou habitent passage Petit, à Belleville. Le mari, qui est ouvrier peintre, est rarement chez lui, et pendant ses fréquentes absences, son fils Albert, qui avait eu d'un précédent mariage, était en butte aux mauvais traitements que sa belle-mère exerçait sur lui, ce qui était su par les voisins.

Avant-hier, vers midi, la femme Briou, feignant une certaine émotion, annonça à une dame locataire de la même maison qu'Albert se trouvait très malade, qu'il ne bougeait plus, qu'elle le croyait mort et qu'il fallait courir chercher un médecin. Cela parut d'autant plus singulier à cette voisine que, quelques instants auparavant, elle avait entendu crier l'enfant que sa belle-mère battait.

Néanmoins, sur la demande de celle-ci, elle alla quérir un médecin, qui vint aussitôt. Un rapide examen suffit à l'homme de l'art pour le convaincre que la mort du jeune Albert avait été violente. Il questionna la femme Briou, qui, avec le plus grand calme, répondit qu'elle pensait que l'enfant, qui était très gourmand, s'était étouffé en avalant une trop grande quantité de pain tendre. Le médecin, que cette réponse ne pouvait satisfaire, se hâta d'aller informer le commissaire de police de la section de Ménilmontant.

De l'information à laquelle ce magistrat a immédiatement procédé, avec l'assistance de M. le docteur Tardieu, il résulte que la femme Briou, depuis longtemps, maltraitait le pauvre enfant, dont la tête, le corps, étaient couverts de blessures, de contusions qui, selon l'expression du médecin, macraient la poitrine;

des morsures nombreuses, etc.; que cette malade ne donnait à sa victime que des plus grossiers aliments; que plusieurs témoins lui auraient entendu dire, alors qu'elle refusait de le laisser aller jouer avec les autres enfants de son âge et l'enfermait dans une chambre noire : « Il ne sortira d'ici que quand on le portera au cimetière. »

L'instruction a établi que la femme Briou, par un raffinement de cruauté peut-être sans exemple dans les annales du crime, avait conçu et exécuté l'abominable projet d'étouffer Albert en lui introduisant de force, dans la bouche et dans l'estomac, du pain qu'elle a foulé avec un petit bâton. Elle avait, paraît-il, espéré faire croire, après la perpétration du crime, que le malheureux enfant s'était lui-même étouffé par un excès de gloutonnerie.

Mais outre les nombreuses blessures dont était sillonné le cadavre, le médecin, par l'autopsie, a constaté que l'enfant, sans y avoir été forcé, n'aurait pu avaler la quantité de pain retrouvée dans le larynx, dans l'œsophage, et, en bouchant les organes, a déterminé l'asphyxie par suffocation.

Ce crime odieux a causé dans le quartier qui en a été le théâtre la plus profonde émotion; rien n'était plus navrant que la douleur du sieur Briou, père de la victime, intelligent ouvrier, estimé de tout le monde. La femme Briou, lorsqu'elle a été arrêtée et conduite chez le commissaire de police, a été poursuivie par les imprecations de l'indignation publique. Les sergents de ville qui l'apportaient ont été obligés de la protéger contre les agressions de la foule qui la suivait. Elle s'est montrée impossible.

C'est une femme de taille moyenne, âgée de trente-deux ans; les traits doux de son visage accusent un caractère méchant et sournois; elle exerce la profession de doreuse. Il y a deux ans que le sieur Briou l'avait épousée.

Mise en présence du cadavre de l'enfant, elle a froidement répondu aux questions qui lui ont été adressées, se bornant à soutenir qu'elle ne l'avait pas étouffé; qu'il était mort d'indigestion. Quant aux blessures, aux traces de coups, elle les a expliquées en disant qu'elle frappait l'enfant pour le corriger de ses défauts.

Cette cruelle marâtre a été livrée à la justice. Hier matin, une grande partie de la population du quartier de Ménilmontant a accompagné sa victime au cimetière de la localité.

Le coroner du comté de Somerset a commencé, la nuit dernière, une enquête, dit le Sun du 30, à la taverne de *Butcher's arm*, sur le corps d'un petit garçon, nommé James Curr, qui a été assassiné par sa mère dans les circonstances les plus terribles. La malheureuse a tenté de se tuer immédiatement après son crime : son mari, employé dans les mines de charbon de Nailsea, vivait avec elle dans une petite habitation. Il paraît que cette famille était dans une grande misère, mais on ne supposait pas que cette situation désespérée pût porter Elisa Curr à sacrifier sa propre vie et celle de trois de ses enfants. D'après les déclarations de la jeune Melinda Curr, âgée de six ans, et de quelques autres témoins, le jour du crime, après le départ du père, Elisa fit sortir de chez elle trois de ses enfants, et resta seule avec le petit James Curr, âgé de quatre ans, et un autre enfant plus jeune que ce dernier. Elle saisit alors le petit James, qui la supplia vainement de l'épargner, et lui coupa la gorge avec un rasoir.

Elle allait en faire autant à l'autre enfant, mais ses cris donnèrent heureusement l'alarme. Alors, Elisa se porta plusieurs coups à la gorge avec l'instrument du crime. Elle se fit de profondes blessures, mais sans se tuer. Après l'interrogatoire des témoins, le jury, assemblé par le coroner, a rendu un verdict de meurtre sauvage contre Elisa Curr, et aussitôt qu'elle sera rétablie de ses blessures, elle aura à rendre compte de son crime devant le tribunal du comté de Somerset.

Le Toulonnais rapporte qu'un incendie par imprudence a dévasté, ces jours derniers, la forêt communale de Revest.

Les événements dont la Chine est le théâtre donnent un vif intérêt d'actualité à un ouvrage intitulé : *La Vie réelle en Chine*, dont une traduction vient d'être publiée.

L'auteur, William C. Milne, est un missionnaire anglais qui a résidé longtemps dans les ports de la Chine, et qui n'a d'autre prétention que d'avoir écrit ce qu'il a vu.

Le Bourgeois gentilhomme ne cesse d'attirer, au Théâtre-Français, une affluente considérable.

Pour tous les faits divers : E. FAUCHET.

Le bureau de Loteries autorisées, rue Hauteville, 16 (Bureau d'Exactitude), a essayé de placer, en quelques jours, ce qui restait de billets de la *Soissonnaise*, afin que cette Loterie tirât, immédiatement, le complément de ses lots, parmi lesquels se trouvent les plus importants. Le succès est complet : le Bureau d'Exactitude a l'honneur d'informer ses correspondants qu'aujourd'hui même il leur adresse, franco, la liste des numéros gagnants.

En raison des annonces que font certains dentistes, M. PAUL SIMON, médecin-dentiste de la Faculté de Médecine de Paris, fait savoir qu'il est le seul de France dont les pièces dentaires aient été admises à l'Exposition universelle de Londres. Les succès qu'elles ont obtenus, ainsi qu'à l'Exposition universelle de Paris, sont dus à la belle imitation de la nature de ses Nouveaux Dentiers masticateurs, à leur grande solidité et à la facilité, avec laquelle on s'en sert pour une prononciation et une mastication parfaites. On peut les voir chez l'auteur, boulevard des Italiens, 6.

Le Chocolat Perron, 14, rue Vivienne, est aujourd'hui le meilleur en qualité et le meilleur marché en prix.

Variétés.

LE TESTAMENT D'UN JOURNALISTE.

BÉRANGER.

II.

Béranger avait donc vu une sentinelle prussienne monter la garde au pied de la colonne Vendôme, et il chantait, ce qui est, après tout, pour un chansonnier, la façon naturelle de gémir. Le soldat licencié de la Loire reprenait le refrain à la volée, sous sa vieille moustache flambée de près à la bataille, et pleurait aussi, en chantant, la virginité perdue de la frontière.

Toutefois, en échange de la carte déchirée de l'Empire, le gouvernement de la Restauration apportait dans sa valise une feuille de papier qui pouvait avoir à l'occasion son mérite, pour peu, du moins, que le signataire voulût faire honneur à sa signature. C'était la Charte; vive la Charte! ou plutôt vive la Révolution française retrouvée! — qui l'aurait jamais cru? — dans la poche d'un cosaque, et légèrement détériorée, hélas! dans le trajet. Mais si la France prenait la Charte au

sérieux, l'ancien régime la tenait tout au plus pour une chanson. La liberté de la presse? chanson que cela, répondait-il, et il rétablissait la censure. La liberté de tribune? gendarme, empoignez cet homme! et il mettait Manuel à la porte de l'Assemblée. L'égalité devant la loi? autre couplet bon à chanter à la barrière de Paris; *ouvrez-moi la porte*, etc.; mais, la porte une fois ouverte, il proclamait au déshabillé le droit d'aliénation.

Ce fut le jour de Béranger. Chanson pour chanson, dit-il, nous allons voir à qui le dernier mot restera. Il posa le verre là, et du coup Lisette monta en grade; elle jeta au coin de la borne son bonnet de police, pour coiffer le bonnet de Phrygie. Tout à l'heure le chansonnier avait fait de sa muse un vivandier; il en fera désormais une déesse de la Liberté. Déesse encore en jupon court, à la vérité, pour ne pas déroger; déesse de la rue si vous voulez; me voici, moi, voilà, qui m'aime me suive! et le peuple la suivra; car elle marche au pas de charge, et va Dieu sait où, peut-être à une révolution.

Béranger chanta donc la liberté. *Sera amen, respectu memento*. En bon Français, tant que la liberté avait fait défaut, le chansonnier en avait à peine remarqué l'absence. Mais lorsqu'elle reparut à la lumière, il la tâtonna rudement pour réparer le temps perdu. Passe encore si la Restauration n'avait fait aucune avance de libéralisme; on ne demande rien en définitive à qui n'a rien à donner; mais elle avait montré assez de liberté au peuple pour exciter jusqu'au bout sa curiosité. Il en est d'ailleurs de cette passion-là comme de tout autre passion. Une première faveur engage à une seconde et une seconde à une troisième, jusqu'à ce qu'en fin de part et d'autre on n'ait plus rien à demander ni à refuser.

Béranger avait appris à raisonner ainsi à l'école de Frétilon. Lorsqu'il vit l'émigration rentrer en France comme en pays conquis, et reprendre l'histoire à la page avant la Révolution, il posa son front dans sa main; un couplet en jaillit, et le monde vit passer le marquis de Carabas côté à côté de la marquise de Prétintaille. La noblesse mourut d'un éclat de rire à bout portant, supprime, dirais-je plus humain? dirais-je plus cruel? que la guillotine.

Le refrain vola si loin, monta si haut, qu'il n'y eut pas, dans un trou de toulouze, une chouette féodale qui ne battit de l'aile de frayeur et ne prit la fuite dans l'espace. Le poète était donc aussi un pouvoir public et sa chanson l'opinion chantée du pays! La voilà, regardez-le, ce prolétaire pauvre et humble, né dans la boutique d'un tailleur, élevé dans le ruisseau de la rue Montorgueil, d'abord garçon d'imprimerie, ensuite comédien quelconque part dans la journée, et, après le coucher du soleil, apprenti du Caveau, le premier, le dernier venu, mais marqué au front du doigt de la Muse, ce signe nouveau de la victoire; et, du droit de cette investiture sacrée, il entre tête levée dans ce château, où son aïeul le servait assis à peine tatillat avec le valet d'écurie; il entre, et dit en face au maître, au seigneur, au baron, à Montmorency, à Rohan, à cet homme toujours le même, toujours renoué, dynastie incarnée, vingt siècles en une personne : Va-t'en, tu n'es plus rien ici que le marquis de Carabas; saute, marquis! Le noble rafale, sifflé, et pour comble de dérision, roulé dans la farine et accusé de tenir, par le côté gauche, de qui, je vous prie? du menuisier, — du menuisier, entendez-vous, et non de lameunière.

Je l'ai connu, pourtant, le marquis de Carabas, et j'ai connu aussi la marquise de Prétintaille, sa voisine, et sa voisine peut-être plus que de raison. Mais, que voulez-vous, le dix-huitième siècle entendait ainsi le voisinage, et en bon gentilhomme, le marquis voulait faire honneur au passé. J'ai chassé avec lui dans sa garenne; j'ai bu son vin nouveau; j'ai mangé sa soupe au lard, et même, de temps à autre, monté son bidet. Or, je dois dire à sa décharge que si, sur le chapitre de la démocratie, il radotait volontiers, il savait au besoin, en fait d'égalité pratique, payer de sa personne. Vendangeait-il son sur débris de domaine, il avait toujours soin de laisser à la piquette du grappilleur. Était-ce la fête du village, ou bien la fête de ménéageur, il fournissait le violon et ouvrait le bal avec la fermière, et peut-être bien encore, malgré la calomnie, avec la meunière. Et je dois ajouter, pour le compte de la marquise, que, lorsqu'elle soupçonnait une noce quelconque, elle voulait faire elle-même le trousseau de la mariée, et une maladie dans le canton, elle voulait guérir le malade de sa main, dût-elle y dépenser jusqu'au dernier orviétan de sa petite pharmacie.

Toute arme est bonne, même l'épigramme, à l'esprit vivant du progrès. Lorsqu'une génération, soit fatiguée, soit dégoûtée du bien-être, a laissé évaporer l'enthousiasme, l'héroïsme de l'idée; lorsqu'une seule fibre, une seule, vibre encore dans son cœur, la fibre de la raillerie, alors place au chansonnier! vienne la faridondaine, elle parlera du moins la langue de ce peuple sceptique et pourra le remettre en haleine. Ce fut là l'œuvre, et aussi, il faut bien le dire, la chance de Béranger. Il a bien représenté son quart de siècle, et il en a bien mérité aussi, car il a immortalisé sous le ridicule l'ancien régime, non seulement dans la personne du marquis de Carabas, mais encore sous la figure de ce spectre noir venu en droite ligne de l'Inquisition, qui, rien qu'en étendant sa robe, ferait bientôt la nuit sur l'intelligence. Cet homme ose penser; tuez-le.

Le poète avait servi la cause de la liberté, il avait le droit d'aller en prison. Il y alla, c'était justice, mais accompagné de la France entière; et il passa sous la voûte du guichet d'un front plus victorieux que sous l'arc de triomphe de César. Il avait d'ailleurs la seconde vue du poète, et, à travers la grille de sa lucarne, il voyait déjà tenir la Révolution de juillet. Le jour où il sortait de sa cellule, après une année de captivité, il

avait à peine le temps de faire un pas dans la rue, que la Monarchie de droit divin, forcée dans son palais, reprenait le chemin de la frontière, emmenant dans son exil tout ce que Béranger avait livré au rire et au sifflet de la multitude. Aussi, le lendemain de la victoire, en voyant le cortège poudreux disparaître à l'horizon, pouvait-il dire, avec un sentiment d'amour-propre et de regret à la fois : *La Révolution de juillet a détrôné Charles X et lachanson*.

Que pouvait-il en effet chanter désormais? Le parti du passé avait rendu l'épée. Béranger avait trop de générosité pour mettre le pied sur la tête de l'ennemi vaincu. Il avait d'ailleurs perdu la moitié de son auditoire. La bourgeoisie avait passé de l'opposition au pouvoir. Restait la masse mystérieuse du prolétariat. Mais que pouvait-elle vouloir? que pouvait-elle penser? Le chansonnier prêta l'oreille. Un nouveau courant d'idées traversait le peuple en ce moment : c'était le socialisme. Le poète trouvait un thème, il reprit le couplet. Sa muse, d'abord vivandière, puis déesse de la liberté, selon l'heure et l'air du temps, passa enfin par une dernière transformation; elle mit à son bonnet rouge la cocarde de la République; mais ce n'est plus Lisette la bonne fille, toute à tous, qui aime à rire, et à dépenser gaillardement sa jeunesse au grenier. Elle a perdu cette jeunesse, hélas! et même son grenier, faute de payer le terme avec exactitude; et maintenant, aigrie et fêlée, elle est Jeanne la Rousse, la fille du vieux vagabond, la sœur du contrebandier, la femme du braconnier; la misère qui a essuyé d'une main ridée le sourire de sa lèvre pour y laisser désormais gronder la menace; la révolte qui rôde dans la lièvre de la société, en lançant des droites et de gauche un regard farouche à la fleur ou à la moisson; l'imprécation vivante qui, à la fin de la journée, monte sur la borne et lève le poing au ciel pour maudire la destinée et autre chose encore que la destinée. Cette fois, le poète a forcé la note de sa chanson. La démocratie est une idée et non une colère; la table élargie et non renversée du banquet. Ce que la loi condamne, le peuple l'absout; et il ose fredonner. Tais-toi, imprudent! Si le peuple allait l'écouter!

Ce n'est pas que le républicanisme paillard de Béranger ait jamais donné une heure d'insomnie à la Monarchie de Juillet. La République, pour le poète, était une conviction sans doute, mais bien plus encore une attitude. Républicain d'expectative, uniquement pour rester plus près du peuple, son panthéon vivant, et en communion plus intime d'espérance avec lui, il était aussi et en même temps tout ce qu'il avait été, tout ce qu'il avait chanté, toutes les souffles du moment avait successivement apporté, successivement accumulé dans sa croyance, car il parla toute sa vie à l'écho, et selon que l'écho vibrait plus ou moins à tel nom ou à tel mot, il ajustait le nom ou le mot à son refrain; non qu'il abandonnât jamais l'idée de la veille pour l'idée du lendemain, il les retenait au contraire et les rangeait l'une sur l'autre avec une merveilleuse probité d'éclectisme. Il a écrit quelque part, dans une chanson adressée au général Sébastiani : *Je suis un sou de bon aloi*. De bon aloi assurément, mais de quelle époque? De l'époque où le sort portait d'un côté : *République française*, et de l'autre : *Napoléon empereur*.

La République, d'ailleurs, avait eu le tort de le prendre au mot de son vivant. Il l'avait appelée de l'autre côté de l'Atlantique, comptant quelque peu sur la distance; mais lorsqu'il vit que d'un bon côté elle avait franchi l'abîme, il lui aurait crié volontiers comme le bûcheron : Aide-moi à recharger mon fardeau! Mais que fut-ce donc, miséricorde divine! lorsque la République, le prenant par la main d'autorité et le traînant au forum, lui dit : Voici l'heure de l'action après l'heure de la parole, la prédication oblige le prédicateur; mets-toi là, assieds-toi à mon conseil, travaille à l'édification de la démocratie, paie-lui en assistance ce qu'elle t'a donné en renommée. Béranger dut croire véritablement à un attentat contre sa personne, justiciable en tout autre temps du préfet de police. Comment, moi, l'homme prudent, l'homme régi comme une horloge, qui n'ai jamais eu deux idées dans ma vie, ma tranquillité et ma popularité, j'irai compromettre l'une sur la place publique et jouer l'autre sur un coup de scrutin! Et à la seconde, pour ne pas dire à la première réflexion, il lâcha la main de la République et regagna sa maison. Puis, barricadant la porte sur lui, il laissa l'événement dans la rue errer à l'abandon; va où tu voudras.

Et l'événement erra si bien, qu'un jour, — marqués ce jour d'une croix noire dans le calendrier, — une partie du peuple, égarée, qui sait par qui, qui sait par quoi, peut-être par un vers mal compris du *Vieux Vagabond*, en vint à tirer sur sa propre souveraineté, assise dans l'Assemblée. Or, dans ce sinistre suicide populaire, quand un nuage de poudre couvrait Paris d'un voile de mort, quand chacun de nous comptait les secondes, dans une même agouille, par les coups de canon; quand la foule recueillie était avec respect son chapeau devant la litère des ambulances, quand les femmes pieuses promenaient de porte en porte des corbeilles de charpie; quand tous, de tous les horizons et de toutes les dates d'opinion, cherchaient autour d'eux, dans cette ville incendiée sans motif par la fagellade, un nom, un homme assez populaire, assez autorisé de part et d'autre pour courir, une branche à la main, entre ces combattants, trompés évidemment d'intention, et leur crier du cri des entrailles : Le meurtre entre vous ne peut être un malentendu; expliquez-vous et embrassez-vous! Que méditait à ce moment, que disait Béranger?

Plusieurs avaient tenté cette œuvre de conciliation, qui n'avait aucune chance de réussir, des héros de la paix, des représentants, des gardes nationaux, des citoyens obscurs. Ils allaient à travers les balles, l'habit ouvert, et, méritant la main,

ils disaient : Frappez si vous avez besoin d'une victime; mais que notre mort rachète du moins la France de l'anarchie. — Eh bien! dans cette heure décisive pour la destinée d'un peuple et d'une idée, où tout pesé, tout considéré, il n'y avait qu'un nom, qu'un homme; un nom : Béranger; un homme : Béranger, qui pût, du haut de sa popularité, imposer sa parole à la barricade et fermer la veine ouverte de la guerre civile, savez-vous ce qu'il faisait alors, ce pacificateur désigné d'avance à l'unanimité? Il rimait, dans un cabinet soigneusement fermé, une chanson, la chanson des *Tambours*, et, pendant ce temps-là, le sang coulait...

Qu'on entende bien cependant ce qui est dit ici. Comme Béranger a laissé une espèce particulière de superstitions qui recollent dans l'air jusqu'au moindre mot tombé de sa lèvre précieuse, et jusqu'au moindre grain de poussière glorieuse trouvé sur son habit, je demande, pour mettre ma conscience en règle avec eux, à exprimer clairement ma pensée. Ce que je reproche au poète, ce n'est pas d'avoir hésité à jeter sa poitrine entre l'insurrection d'une part et la société de l'autre pour faire tomber les armes des mains des concitoyens; on a la fibre, je le sais, héroïque ou prudente, et on ne redresse pas à volonté la nature de son tempérament. Ce qu'il n'a pas fait, un autre l'a fait : pâle de l'émotion réfoluée en lui, il a marché aussi loin qu'il pouvait marcher; une balle l'a frappé en route, une balle maudite, et le monde admire une mort de héros; nous avons le droit de le dire, car nous l'avons assez chèrement payée. Ce que je reproche à Béranger, c'est cette raillerie après coup de sa propre croyance, de sa propre chimère, si vous aimez mieux, engloutie comme Eurydice, évanouie dans la nuit de l'Érèbe; c'est cette chanson, cette dernière fille de sa vieillesse, fêlée et félicitée, où donc, je vous prie? Demandez plutôt à l'écho. Ah! la morale prend souvent une cruelle revanche! Béranger avait commencé par jouer avec elle en mettant la leçon de débâche de la jeune fille dans la bouche de l'aïeule, et voici que, pour sa punition, il finit par cette chanson plus lugubre encore à entendre, car pour venir jusqu'à nous, elle a dû percer les fentes du tombeau.

Il y a dans le monde deux races d'esprits : les lyriques et les politiques. Les lyriques, j'entends par là les passionnés, les enthousiastes, les inspirés, les imprudens qui écoutent une voix dans le ciel, qui regardent au loin, qui ont la témérité du sacrifice, qui défient l'impossible, qui orientent en avant, qui parlent et agissent à coups de foudre. Qu'ils sachent ou non si le terrain porte et jusqu'où il pourra porter; que les vents soufflent autour d'eux du levant ou du couchant, ils marchent toujours; ils vont où va leur conviction, la tête nue à l'orage, la chemise déchirée sur leur cœur, à travers les flammes s'il le faut et à travers les épées. Ils ont souvent des chutes profondes, ceux-là, des défaillances, des retours, des pages difficiles dans leur biographie, à tourner plutôt qu'à lire, car ils oublient de compter avec les réalités et les étiquettes rigoureuses de l'existence. N'importent ils n'en forment pas moins la famille supérieure, douloureuse et magnétique, des croyants, des apôtres, des héros, des martyrs, des immolés et des élus.

Il y a ensuite les politiques, je veux dire les sages, les habiles, les diplomates, les célibataires de toute façon, les hommes à coup sûr, qui prennent le pas de la foule, interrogent le vent, savent l'attendre au besoin, et négocient toujours avec la difficulté. Ils ne livrent rien au hasard, ceux-là; ils ne font pas de coup de tête, ceux-là; ils ne font pas de faute, ceux-là; ni de langue ni de conduite; ils ne heurtent personne de front et ne scandalisent personne; et, couchés et meurtris sur le bord du chemin de la route, ils ne mettent pas la main sur leur flanc pour arrêter le sang de leur blessure. Ce sont les gens de bon sens, de bon conseil, et à leur rang et en leur place, car on ne veut pas les dénigrer, de bonne rencontre même et de bonne fortune. Que deviendrait Don Quichotte, si Sancho Pança ne lui tenait compagnie?

Béranger appartient à cette dernière généalogie. Poète, il a toutes les qualités précieuses de sa famille : la correction, la concision, le coup de lime, le fini et le poli du travail. Génie incomparable pour l'inspiration goutte à goutte, pour la perfection de la poésie en petit, de l'art au microscope, pour le mot, pour le trait, il exécute avec une habileté, une sûreté de main vraiment chinoise la découpe et la ciseler du refrain. Mais qu'est-ce que le refrain, en définitive? Le joujou de la parole. Est-ce bien là la poésie? La poésie n'est-elle pas, avant tout, abondance et magnificence, la source à grande nappe ruissillante toujours d'alle-méme et rejaillissante toujours? D'où vient donc qu'on appelle sans cesse Béranger le premier poète de notre génération? Le premier? Je le veux bien, sous réserve, toutefois, d'une anecdote. Un jour, devant M. de Turenne, un complot proclamait Bussy le premier général de l'armée. — Pour le couplet, répondit le maréchal. Je renvoie la réponse à l'école de la chanson.

Béranger, toutefois, hâtons-nous de le reconnaître, pratiquait noblement la bienfaisance. Il aimait à servir, à obliger le prochain, même inconnu. C'était une charité de détail, si vous voulez, pour celui-ci ou pour celui-là, sans rattacher l'acte à une cause générale, comme Voltaire, qui, en secourant un Calas, entendait bien secourir la victime, sans doute, mais aussi défendre le principe de la loi ance. N'importe, c'était toujours une vertu. Nous devons la compter au poète. Une larme de reconnaissance coule peut-être à l'heure qu'il est sur son tombeau. Or, quelle que soit la cause que la gloire ait posée sur le front d'un homme, cette larme est encore, devant Dieu, la perle la plus précieuse de cette couronne.

Il porta aussi avec une dignité du poète. Il était inflexiblement du bout

de son bâton, tout ce qui pouvait entamer l'indépendance de sa pensée. Il savait que la faveur est comme cette femme de l'Écriture dont le Christ disait : *Je sens qu'une vertu est sortie de moi lorsqu'elle a touché la frange de mon manteau*. Il accepta la pauvreté; il en fit sa puissance; car il avait un orgueil immense, et il en avait le droit; malheureusement l'orgueil retourné de la modestie. Il affectait à tout moment de répéter : Je suis un pauvre chansonnier, uniquement pour donner à l'auditeur l'occasion de répondre : Vous êtes l'homme du dix-neuvième siècle. Aussi avait-il soin d'attirer dans son système de gravitation Chateaubriand, Lamennais, Lamartine, pour allumer son astre des rayons entrecroisés de ces autres soleils enchaînés à sa circonférence. C'est ainsi qu'autrefois, à Athènes, la matrone légèrement éteinte faisait asséoir à ses côtés deux jeunes esclaves ioniennes, pour emprunter à leur jeunesse une beauté de reflet et briller par raison de voisinage.

Cependant, l'heure approche. Béranger va rendre sur lui-même le dernier témoignage. L'acte le plus important de la vie, après tout, c'est de mourir. A ce moment privilégié, l'homme, restitué à la candeur première de sa nature, échappe à l'obsession de la terre, à la nécessité officielle du mensonge de convenance; où, couché, à la lueur de la lampe, sur le lit d'agonie comme sur l'autel en face du Dieu vivant, il peut dire, enfin, il doit dire le mot suprême de sa vie, faire sa dernière confession, pour dire à tous et dans tous les temps qu'il a voulu, pensé, ce qu'il pense et qu'il veut encore dans l'immortalité, sans équivoque et sans réticence, pour que d'autres plus tard apprennent de lui à bien finir : quelle confession va faire Béranger? La postérité, déjà penchée sur son chevet, et suspendue à sa lèvre, attend... Le poète craint de donner un exemple, et il meurt avec prudence.

Mourir avec prudence, Dieu du ciel! Si je meurs ainsi, mes amis, traînez mon corps à la rivière!

EUGÈNE PELLETAN.

L'un des gérants de la Société : H. Rouy.

La Pâte Régner pour faire couper les rasoirs, chez l'inventeur, Palais-Royal, 129 (galerie de Valois). 75 c. le bâton. Fin août le magasin sera transféré même galerie, 144.

— Il n'existe aucun rapport entre la maison Alphonse Lherminier, successeur de Paul Ledentu, fabricant de miroiterie, à Paris, rue Beaufort, 22, près la place de la Bastille, et la maison Cuvillier et Ledentu fils (de Bordeaux), marchands à Paris, en faillite.

— Guérir sans opération et par une légère cuisson (à peine de la durée de quelques minutes), sans que le traitement entraîne d'autre douleur et la moindre fièvre, exige le repos, tel est le résultat qu'obtient le docteur G. de Grandmont par sa méthode eurythmique, à l'aide de laquelle il modifie instantanément et provoque la chute naturelle de toutes les tumeurs, quels que soient l'âge et le sexe des malades. Cette méthode, fondée sur une longue expérience, compte un grand nombre de guérisons obtenues dans tous les rangs et surtout dans les plus hautes classes.

M. le docteur G. de Grandmont reçoit d'une heure à quatre heures, 18, rue Joubert (chaussée d'Antin). La présence des malades est de nécessité absolue.

Théâtres.

Spectacles de demain mardi 5 août.

FRANÇAIS. — Le Bourgeois gentilhomme. OPÉRA-COMIQUE. — La Fille du Régiment, — Les Méprises.

VAUDEVILLE. — Les Liennes pauvres (Félix, Mlle Marguier), — Trop Beau.

VARIÉTÉS. — Représentation extraordinaire à bénéfice GYMNASSE. — L'Héritière, — La Balançoire, — M. Candaule.

PALAIS-ROYAL. — Relâche pour les répétitions du *Fils de la Belle au Bois dormant*.

PORT-SAINT-MARTIN. — Jean Bart (Lugnet, Deshayes, Mlle Frauzia).

GAITÉ. — Prem. des Crochets du Père Martin (P. Mérier, Derville, Mlle Amélie, Virginie).

AMBIGU. — Les Fugitifs (Castellano, Omer, Coste, Mmes Laressonnière, Delaistre).

CIRQUE IMPÉRIAL. — Le Maréchal de Villars (Robert, Lambert, Mmes Thais, Renée).

FOLIES DRAMATIQUES. — Les Canotiers de la Seine, — Une Veuve Bonne.

FOLIES NOUVELLES. — Physique, Magie.

PRÉ CATELAN. — T. les jours, Caribella, ballet, sur le théâtre des Fieux, par 361 Danois.

CIRQUE DE L'IMPERATRICE. — Exposé, équestre, CONCERTS DE PARIS. — Lundi, mardi, et samedi, RANELAGH (concerts de Paris). Bat tous les dimanches; concert à midi, jeudi et vendredi.

HIPPODROME. — Mardi, jeudi, samedi, dimanche, 3 à 5 h.

GAITÉ. — Demain mardi, première représentation des Crochets du Père Martin, drame en trois actes, pour la rentrée de M. Paulin Mérier et les débuts de M. Derville, de Mlle Amélie Mongeard et Virginie Martin. On commencera par la première représentation du *Désenfer de Pina*, vaudeville en un acte, pour les débuts de MM. Lemaire et Gaspard.

AMBIGU. — Tous les soirs, les Fugitifs. Un immense succès a accueilli cet épisode touchant et véridique de la guerre des Juifs, si bien interprété d'ailleurs par M. Laressonnière. Tout a été prodigé par l'administration : ballet, décoration, costumes, mise en scène splendide.

Publications de mariages.

Du 1er au 8 août.

1er arrondissement. — Entre : M. Lavayer, rentier, galerie de Cherbou, 9, et Mlle Gaillet, rue de Hambourg, 40. — M. Grand, négociant, à Auteuil, et Mlle Jeanne, rue de Londres, 15. — M. Dumortet, chef d'institution, à Neuilly, rue des Poissonniers, 16, et Mlle Laurent, rue de Chailot, 82. — M. Balmont, avocat, rue Neuve-des-Capitaines, 16, et Mlle Pouliot, à La Rochelle.

2e arrondissement. — Entre : M. Menrice, propriétaire, rue Talbot, 21, et Mlle Bérge, rue Gaumartin, 12. — M. Denizet, pharmacien, à Vendôme, et Mlle Arbery, à Villers-Saint-Georges (Orne). — M. Landry, négociant, rue Bleue, 34, et Mlle Monneuse, à Boumont (Aisne). — M. Baudouin, négociant, rue Trévise, 44, et Mlle Cohen, rue Bleue, 16. — M. Pigeon, propriétaire, rue Louis-le-Grand, 34, et Mlle Brassart, à Donai. — M. Horcler, négociant, rue Neuve-des-Martyrs, 8, et Mlle Brisbois, rue Talbot, 69. — M. Pécoub, professeur d'écriture, rue Ochoiseul, 15, et Mlle Broussé, rue de Sèvres, 29.

Décès et inhumations.

Du 31 juillet.

Mme Saint-Georges, 63 ans, rue des Moines 49. — M. Zuck, 71 ans, rue Saint-Germain l'Auxerrois, 91. — M. Louis Lorneau, 32 ans, rue Beaurobert, 17. — M. Pestre, 69 ans, rue Meslay, 52. — Mme Fontenay-Ranc, 62 ans, rue du Marché-des-Bœufs, 4. — M. Grotier, 58 ans, rue Saint-Sébastien, 56. — M. Bouchard, 25 ans, passage du Châtelet, 18. — M. Josset, 69 ans, rue Massillon, 2. — Mme Tullier, 60 ans, rue d'Am, 9.

ALP. LAUVRAY.